

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 19 août 1996, d'une demande de confier au Bureau de coordination "la mise en concordance de diverses lois avec la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles", a donné le 24 février 1997 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 augustus 1996 door de Minister van Justitie verzocht het Coördinatiebureau ermee te belasten "verschillende wetten in overeenstemming te brengen met de wet van 10 juli 1996 houdende afschaffing van de doodstraf en wijziging van de criminele straffen", heeft op 24 februari 1997 het volgend advies gegeven :

I. Observations préalables

1. La demande adressée au Premier Président du Conseil d'Etat est rédigée comme suit :

"Suite à la publication au Moniteur belge du 1er août de la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir confier au Bureau de coordination de votre Office, conformément à l'article 24 de la loi susmentionnée et de l'article 2 de la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois, la mission de coordonner les dispositions des lois énumérées à l'annexe à la présente lettre avec celles contenues dans la nouvelle loi susmentionnée, aux fins d'adapter les peines prévues par ces législations à celles établies par cette nouvelle loi."

2. L'article 24 de la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles (Moniteur belge du 1er août 1996) énonce ce qui suit :

"Art. 24. Conformément à la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois, le Roi est chargé de mettre les dispositions légales existantes en concordance avec les dispositions de la présente loi." (1).

(1) A noter que le texte néerlandais utilise le mot "coördineren" et le texte français l'expression "mettre en concordance".

L'article 2 de la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois (Moniteur belge du 20 juin 1961) - abrogé depuis lors par la loi du 4 août 1996 (1) - disposait quant à lui :

"Art. 2. Le ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions ou le ministre compétent demande au Bureau de coordination du Conseil d'Etat, par l'intermédiaire du Premier Président, de coordonner ou de codifier la législation qu'il lui désigne.".

3. On comprend généralement les notions de coordination et de codification comme suit : "la coordination consiste à réunir toutes les lois qui ont un même objet et à fondre les divers textes modificatifs dans le texte unique de la loi primitive. La codification, au contraire, consiste à grouper diverses lois dont les objets sont analogues ou voisins" (2).

4. Force est de dire que la demande ne concerne ni une coordination, ni une codification. Il n'est, en effet, nullement demandé de fondre les textes visés en un seul ou de les rassembler en un tout cohérent. Il s'agit bien, en réalité, d'apporter des modifications aux différents textes

(1) Repris cependant, quelque peu modifié, par cette même loi du 4 août 1996, dans un article 6bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

(2) Exposé des motifs de la loi du 13 juin 1961. Sénat, session 58/59, Doc. n° 314.

visés, en les rendant compatibles avec les nouvelles dispositions de la loi du 10 juillet 1996.

5. Le bureau de coordination ne pouvant, dès lors, être légalement saisi en tant que tel, la section de législation a convenu de proposer elle-même le projet, bien qu'avec le concours dudit bureau.

6. Le projet reprend les textes dont la mise en concordance avec la loi du 10 juillet 1996 a été demandée.

Ont été ajoutées :

- la loi du 1er mai 1913 abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation;
- les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dont l'article 207 prévoit une peine de réclusion.

N'ont pas été repris :

- l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, qui ne nécessitait pas de mise en concordance (1);

(1) Si l'article 8 de l'arrêté-loi prévoit une peine de réclusion, il précise bien qu'il s'agit d'une réclusion de cinq à dix ans, ce qui ne nécessite pas d'autre précision.

- la loi du 22 mars 1940 relative à la défense des institutions nationales, qui a cessé d'être applicable le 1er juin 1949, date de la remise de l'armée sur pied de paix (1);
- l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive, pour la mise en concordance duquel l'article 24 de la loi du 10 juillet 1996 ne trouve pas à s'appliquer.

7. La mise en concordance n'échappe pas aux difficultés d'interprétation, qu'il n'appartient pas à la section de législation de trancher. Ces difficultés feront l'objet d'observations particulières. On rappellera, à cet égard, les objections émises en l'avis L. 24.732/2, rendu le

(1) L'article 12 de cette loi dispose notamment: "Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le jour de sa publication. Elles cesseront d'être applicables le jour qui sera fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix."

L'armée a été remise sur pied de paix par l'arrêté du Régent du 1er juin 1949 et la loi du 22 mars 1940 n'est pas reprise parmi les dispositions visées par la loi du 1er juin 1949 maintenant certaines dispositions légales en vigueur nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix.

20 novembre 1995 (1), objections auxquelles l'article 24 de la loi n'a pas adéquatement répondu.

8. Le législateur étant déjà intervenu lui-même dans nombre des textes concernés, il est apparu à diverses reprises préférable - pour éviter les confusions - de réécrire un certain nombre de dispositions, plutôt que d'y apporter des changements partiels (2), alors même que la chose aurait été techniquement possible.

-
- (1) "En autorisant le Roi à modifier les règles légales existantes pour les mettre en concordance avec la loi projetée, l'article 14 du projet charge le pouvoir exécutif d'attributions dont la mise en oeuvre implique, en certains cas, l'exercice, dans le chef du délégataire, d'un pouvoir non négligeable d'appréciation. Tel sera le cas, lorsqu'il s'agira de mettre en oeuvre les modifications prévues par l'article 3, alinéas 3 à 10, du projet. Par ailleurs, le commentaire de l'article 14 semble accréditer l'idée que des considérations étrangères aux principes énoncés dans l'article 3 du projet pourraient également guider le Roi lors de l'adaptation de la législation existante.

Parce que la délégation n'a pas - ainsi qu'on vient de le voir - uniquement pour objet d'assurer une simple toilette des textes existants et qu'elle vise également à prendre, en matière de répression des crimes, des options que le projet n'annonce nullement, l'habilitation consentie en faveur du Roi par l'article 14 est de nature à créer, tant que l'arrêté d'exécution n'aura pas été pris, une incertitude juridique, pour les juges comme pour les justiciables, incompatible avec le principe de la légalité des peines inscrit à l'article 14 de la Constitution."

- (2) Ainsi, après cette intervention, est-il par exemple question, dans l'article 58bis du Code pénal militaire, de "détention à perpétuité" avec deux sens différents.

.../...

II. Observations particulières

1. La mise en concordance des dispositions législatives, par application de l'article 3 de la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles, n'a pas toujours été automatique; elle n'a, dans certains cas, pu se réaliser que par la combinaison de plusieurs dispositions législatives en vigueur. Il s'agit d'une interprétation, non d'une transposition.

Les articles dont la mise en concordance est proposée ci-après doivent, pour assurer la sécurité juridique, être soumis à la confirmation du législateur.

Chapitre II Modifications au Code pénal

Art. 4. L'article 19 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 19. Tous arrêts de condamnation à la réclusion à perpétuité ou à la détention à perpétuité, à la réclusion à temps (1), à la détention de vingt à trente ans ou de quinze à vingt ans prononceront, contre les condamnés, la destitution des titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont ils sont revêtus.

(1) Selon l'article 3 de la loi ainsi que l'article 9, nouveau, du Code pénal, la "réclusion à temps" vise les hypothèses combinées des travaux forcés et de la réclusion du texte actuel.

La cour d'assises pourra prononcer cette destitution contre les condamnés à la détention de dix à quinze ans ou de cinq à dix ans." (1).

Art. 5. L'article 25, alinéa 1er, du même Code, modifié par les lois des 26 novembre 1986 et 10 juillet 1996 est remplacé par l'alinéa suivant :

"Art. 25. La durée de l'emprisonnement correctionnel est, sauf les cas prévus par la loi, de huit jours au moins et de cinq ans au plus. Elle est de dix ans au plus s'il s'agit d'un crime punissable de la réclusion de dix à quinze ans ou pour un terme supérieur ou de la réclusion à perpétuité, qui a été correctionnalisé." (2).

Art. 6. Dans l'article 30ter, alinéa 1er, du même Code, inséré par la loi du 18 mars 1970, remplacé par la loi du 10 juillet 1976 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots "aux travaux forcés, à la réclusion" sont remplacés par les mots "à la réclusion à temps" (3).

(1) La durée de la détention ordinaire n'étant pas précisée, les hypothèses des alinéas 11 et 13 de l'article 3 de la loi sont combinées (voir article 16, ancien, du Code pénal).

(2) Article 3, alinéa 3, de la loi et rédaction de l'article 31, nouveau, du Code pénal.

(3) Selon l'article 3 de la loi ainsi que l'article 9, nouveau, du Code pénal, la "réclusion à temps" vise les hypothèses combinées des travaux forcés et de la réclusion du texte actuel.

Art. 10. Dans l'article 62 à temps du même Code, les mots "les travaux forcés, la détention ou la réclusion" sont remplacés par les mots "la réclusion à temps ou la détention de quinze à vingt ans ou un terme inférieur" (1).

Art. 11. L'article 63 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 63. La peine la plus forte est celle dont la durée est la plus longue. Si les peines sont de même durée, la réclusion est considérée comme une peine plus forte que la détention." (2).

Art. 12. L'article 80 du même Code, modifié par les lois des 23 août 1919, 14 mai 1937 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

(1) Selon l'article 3 de la loi ainsi que l'article 9, nouveau, du Code pénal, la "réclusion à temps" vise les hypothèses combinées des travaux forcés et de la réclusion du texte actuel. Pour ce qui concerne la détention à temps du texte actuel, voir l'article 3, alinéa 7, de la loi ainsi que la rédaction de l'article 31, nouveau, du Code pénal.

(2) Les termes de détention et de réclusion peuvent être utilisés seuls (articles 8 et 10 de la loi), ce dernier recouvrant une autre hypothèse que dans le texte actuel (travaux forcés et réclusion).

"Art. 80. La réclusion à perpétuité sera remplacée par la réclusion à temps (1) ou par un emprisonnement de trois ans au moins.

La réclusion de vingt à trente ans, par la réclusion de quinze à vingt ans ou un terme inférieur (2) ou par un emprisonnement de trois ans au moins.

La réclusion de quinze à vingt ans, par la réclusion de dix à quinze ans ou de cinq à dix ans ou par un emprisonnement de deux ans au moins.

La réclusion de dix à quinze ans, par la réclusion de cinq à dix ans ou par un emprisonnement de six mois au moins.

La réclusion de cinq à dix ans, par un emprisonnement d'un mois au moins."

Art. 13. L'article 81 du même Code, modifié par les lois des 23 août 1919, 14 mai 1937 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 81. La détention à perpétuité portée pour crime contre la sûreté extérieure de l'Etat sera remplacée par la

(1) La réclusion à temps (article 3, alinéas 4, 5, 12 de la loi et l'article 11, nouveau, du Code pénal) recouvre les hypothèses des travaux forcés à perpétuité, à temps et la réclusion du texte actuel.

(2) Article 3, alinéas 5 et 12, de la loi.

détention à temps (1) ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de vingt à trente ans par la détention de quinze à vingt ans ou un terme inférieur (2) ou par un emprisonnement d'un an au moins.

La peine de la détention de quinze à vingt ans par la détention de dix à quinze ans ou de cinq à dix ans ou par un emprisonnement d'un an au moins (3).

La peine de la détention de dix à quinze ans, par la détention de cinq à dix ans ou par un emprisonnement de six mois au moins.

La peine de la détention de cinq à dix ans par un emprisonnement d'un mois au moins."

Art. 27. L'article 123ter, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 4 août 1914, remplacé par la loi du 19 juillet 1934 et modifié par la loi du 10 décembre 1937, est remplacé par l'alinéa suivant :

-
- (1) Article 3, alinéas 6 et 7 de la loi et article 11, nouveau, du Code pénal.
 - (2) Hypothèse de l'article 3, alinéa 7 (voir rédaction de l'article 31, nouveau, du Code pénal).
 - (3) La durée de la détention ordinaire n'étant pas précisée, les hypothèses des alinéas 11 et 13 de l'article 3 de la loi sont combinées (voir article 16, ancien, du Code pénal).

.../...

"Dans le même cas, les peines d'emprisonnement prévues par les articles 119 et 120 seront remplacées par la réclusion de cinq à dix ans et la détention à temps par la réclusion à temps de même durée." (1).

Art. 29. A l'article 123sexies du même Code, inséré par l'arrêté-loi du 6 mai 1944, remplacé par la loi du 30 juin 1961 et modifié par les lois des 5 juillet 1976 et 10 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° La phrase liminaire du paragraphe 1er est remplacée par la disposition suivante :

"Art. 123sexies. § 1er. Par dérogation aux articles 31 et 32, les jugements ou arrêts de condamnation à la réclusion à perpétuité ou la détention à perpétuité, à la réclusion de dix à quinze ans ou un terme plus élevé ou à la détention de vingt à trente ans ou de quinze à vingt ans (2) pour infraction ou tentative d'infraction prévue au Chapitre II du Titre Ier du Livre II du Code pénal, commises en temps de guerre, ne prononceront pas à charge des condamnés l'interdiction des droits qui y sont visés, mais entraîneront de plein droit la déchéance à perpétuité :".

(1) En vertu de l'article 3 de la loi, les diverses peines de détention prévues par l'article 123ter du Code pénal sont remplacées par des peines de réclusion de même durée.

(2) Application de l'article 3, alinéas 3, 6 et 9 de la loi.

2° Le paragraphe 2, alinéa 3, première phrase, est remplacé par la disposition suivante :

"Les déchéances pourront être prononcées pour une durée de dix à vingt ans si la peine est la réclusion de cinq à dix ans ou la détention de cinq à dix ans ou de dix à quinze ans (1) et pour une durée de cinq à dix ans si la peine est correctionnelle.".

Art. 30. Dans l'article 123septies, § 1er, 3°, du même Code, inséré par l'arrêté-loi du 6 mai 1944 et remplacé par la loi du 30 juin 1961, les mots "réclusion ou à la détention ordinaire" sont remplacés par les mots "réclusion de cinq à dix ans ou à la détention de cinq à dix ans ou de dix à quinze ans".

Art. 59. Dans l'article 293 du même Code, les mots "pour sept ans au moins" sont remplacés par les mots "de sept à dix ans" (2).

Art. 60. L'article 323, alinéa 1er, du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par l'alinéa suivant :

(1) Combinaison des alinéas 11 et 13 de l'article 3 de la loi.

(2) Application de l'article 3, alinéa 12, de la loi.

"Art. 323. Si l'association a eu pour but la perpétration de crimes emportant la peine de réclusion à perpétuité ou la réclusion de dix à quinze ans ou un terme supérieur (1), les provocateurs de cette association, les chefs de cette bande et ceux qui y auront exercé un commandement quelconque, seront punis de la réclusion de cinq à dix ans."

Chapitre IV Modifications au Code pénal militaire

Art. 107. Dans l'article 3 du Code pénal militaire, modifié par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et par la loi du 10 juillet 1996, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion de dix à quinze ans ou un terme supérieur." (2).

Art. 114. Dans l'article 41 du même Code, les mots "ou des travaux forcés" sont remplacés par les mots "à temps" (3).

Art. 117. A l'article 58bis du même Code, inséré par l'arrêté-loi du 14 septembre 1918, modifié par les lois des

(1) Article 3, alinéa 3 de la loi (voir rédaction de l'article 31 nouveau du Code pénal).

(2) Application de l'article 3, alinéa 3.

(3) La réclusion à temps, visée par l'article 9, nouveau, du Code pénal, recouvre les hypothèses visées à l'article 3, alinéas 3 et 12, soit les travaux forcés et la réclusion du texte actuel.

24 juillet 1923 et 10 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1er, les mots "aux travaux forcés" sont remplacés par les mots "à la réclusion";
- 2° dans l'alinéa 2, les mots "de la détention ou des travaux forcés à perpétuité ou à temps" sont remplacés par les mots "de la détention de vingt à trente ans ou d'un terme inférieur ou de la réclusion de dix à quinze ans ou un terme supérieur" (1).

Art. 118. L'article 59 du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 59. Lorsqu'il existe des circonstances atténuantes :

La peine de la détention à perpétuité, portée par les articles 17, 19 à 21, 31 et 52, sera remplacée par la détention à temps (2).

(1) Dans l'hypothèse où les termes "à perpétuité ou à temps" du texte actuel se rapportent tant à la détention qu'aux travaux forcés.

(2) Combinaison de l'article 11, nouveau, du Code pénal et de l'article 3, alinéas 6 et 7, de la loi.

La peine de détention à perpétuité, portée par les articles 23, 25 et 28 sera remplacée soit par la détention à temps (1), soit par l'emprisonnement correctionnel."

Chapitre V Modification à la loi du 7 juillet 1875 contenant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes

Art. 119. A l'article 1er de la loi du 7 juillet 1875 contenant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes, modifié par la loi du 9 avril 1930, les mots "peine de mort ou de celle des travaux forcés" sont remplacés par les mots "détention à perpétuité ou de la réclusion à perpétuité, de la réclusion de dix à quinze ans ou un terme supérieur" (2).

Chapitre VI Modification à la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal

Art. 120. Dans l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le

(1) La loi n'indique pas clairement que, dans le cas présent, l'on doive logiquement comprendre "détention" par "détention à temps" (voir article 11, nouveau, du Code pénal). Il y donc lieu à interprétation.

(2) Article 3, alinéas 2, 3 et 6 de la loi.

système pénal, modifié par la loi du 24 juillet 1923, les mots "de travaux forcés" sont supprimés (1).

Chapitre VIII Modification à la loi du 1er mai 1913 abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation

Art. 122. L'article 1er, alinéa 1er, de la loi du 1er mai 1913 abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 1er. Les condamnés à la réclusion, à la détention (2) ou à l'emprisonnement seront, pour autant que l'état des prisons le permettra, soumis au régime de la séparation."

2. La mise en concordance suivante est proposée par le Bureau de coordination :

(1)(2) L'hypothèse des termes "travaux forcés, détention et réclusion" du texte actuel, de par leur généralité, semble recouverte par les termes de détention et de réclusion au sens de la loi; les premiers mots cités semblent d'ailleurs avoir une signification générale.

"Art. 55. Dans l'article 266 du même Code, les mots "de la réclusion, de la détention et des travaux forcés à temps" sont remplacés par les mots "de la réclusion ou de la détention de quinze à vingt ans ou un terme inférieur" (1).

L'article 266 du Code pénal appelle l'observation suivante. Il convient d'établir un parallélisme entre la peine de la réclusion et la peine de la détention. Or, la transposition entraîne une différence entre la peine de la réclusion à temps, qui peut aller jusqu'à trente ans, et la peine de la détention qui ne peut excéder vingt ans. Il faut interpréter le mot "détention" comme signifiant "détention à temps" pouvant, dès lors, aller jusqu'à trente ans.

3. Le texte suivant est proposé par le Bureau de coordination :

"Art. 72. L'article 377 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912 et modifié par les lois des 14 mai 1937 et 4 juillet 1989, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 377. Si le coupable est l'ascendant de la victime; s'il est de ceux qui ont autorité sur elle; s'il a abusé de l'autorité ou des facilités que lui confèrent ses fonctions; s'il est médecin, chirurgien, accoucheur ou officier de

(1) Combinaison des alinéas 5, 7 et 12 de l'article 3 de la loi.

santé et que l'enfant fût confié à ses soins; ou si, dans le cas des articles 373, 375 et 376, le coupable, quel qu'il soit, a été aidé, dans l'exécution du crime ou du délit, par une ou plusieurs personnes, les peines seront fixées comme suit :

Dans les cas prévus par l'alinéa 1er de l'article 372 et par l'alinéa 2 de l'article 373, la peine sera celle de la réclusion de dix à quinze ans.

Dans le cas prévu par l'alinéa 1er de l'article 373, le minimum de l'emprisonnement sera doublé.

Dans les cas prévus par l'alinéa 3 de l'article 373, par l'alinéa 4 de l'article 375 et par l'alinéa 3 de l'article 376, la peine de réclusion sera de douze à quinze ans.

Dans le cas prévu par l'alinéa 1er (1) de l'article 375, la peine de la réclusion sera de sept à dix ans.

Dans les cas prévus par les alinéas 5 et 6 de l'article 375 et par l'alinéa 2 de l'article 376, la peine de la réclusion sera de dix-sept à vingt ans."".

(1) L'article 377 fait référence à des "paragraphe" des articles 372, 373 et 375. Or, ces articles ne comportent que des alinéas, comme en témoignent d'autres références de ce même texte à ces dispositions. Il n'appartient cependant pas au Roi, dans le cadre de son habilitation, de rectifier ces références.

La transposition opérée à l'article 377 du Code pénal est celle de la peine de la réclusion de douze à quinze ans.

Le législateur doit saisir l'opportunité de lever l'ambiguïté qui se dégage de la rédaction de l'article précité et doit préciser :

- 1° que la peine de la réclusion prévue par l'alinéa 3 de l'article 373, par l'alinéa 4 de l'article 375 et par l'alinéa 3 de l'article 376 sera de douze à quinze ans;
- 2° que la peine de la réclusion prévue par l'alinéa 1er de l'article 375 sera de sept à dix ans;
- 3° que la peine de la réclusion prévue par les alinéas 5 et 6 de l'article 375 et par l'alinéa 2 de l'article 376 sera de dix-sept à vingt ans.

4. La mise en concordance suivante est proposée par le Bureau de coordination :

"Art. 100. Dans l'article 518 du même Code, remplacé par la loi du 7 juin 1963 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots "ou les travaux forcés à temps" sont remplacés par les mots "de quinze à vingt ans ou un terme inférieur." (1).

(1) Combinaison des alinéas 5 et 12 de l'article 3 de la loi.

En rédigeant l'alinéa 2 de l'article 518 du Code pénal, le but poursuivi par le législateur était de permettre l'augmentation de deux ans du maximum de toutes les peines criminelles à temps, ce que ne réalise pas complètement la loi du 10 juillet 1996, puisque la transposition automatique des termes utilisés par cette dernière conduit à ne pas prévoir l'augmentation de la peine criminelle la plus lourde, c'est-à-dire celle de la peine de la réclusion de vingt à trente ans.

*

*

*

III. PROJET D'ARRETE ROYAL

Arrêté royal relatif à la mise en concordance des dispositions légales en vigueur avec la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT

Vu la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles, notamment l'article 24;

Vu la loi du ... (reprendre ici les textes modifiés par le projet);

.../...

Vu le projet et l'avis de la section de législation
du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Chapitre Ier Modifications à la loi du 12 mars 1858 portant
révision du second livre du Code pénal en ce qui concerne
les crimes et délits qui portent atteinte aux relations
internationales

Article 1er. Dans l'article 1er, alinéa 1er, de la loi du
12 mars 1858 portant révision du second livre du Code pénal
en ce qui concerne les crimes et délits qui portent atteinte
aux relations internationales, les mots "des travaux forcés
à temps" sont remplacés par les mots "de la réclusion de
quinze à vingt ans ou de dix à quinze ans" (1).

Art. 2. Dans l'article 2 de la même loi, le mot "réclusion"
est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Chapitre II Modifications au Code pénal

Art. 3. L'article 18 du Code pénal, modifié par la loi du
10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

(1) Loi du 10 juillet 1996 (ci-après "la loi"), article 3,
alinéa 5; les renvois aux alinéas 8 et 10 sont inappli-
cables.

"Art. 18. L'arrêt portant condamnation à la réclusion à perpétuité ou à la détention à perpétuité, à la réclusion ou à la détention de vingt à trente ans sera imprimé par extrait et affiché dans la commune où le crime aura été commis et dans celle où l'arrêt aura été rendu.".

Art. 4, 5 et 6. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 7. Dans l'article 32 du même Code les mots "de cinq à dix ans" sont insérés entre les mots "réclusion" et "ou".

Art. 8. L'article 54 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 54. Quiconque, ayant été condamné à une peine criminelle, aura commis un crime emportant la réclusion de cinq à dix ans, pourra être condamné à la réclusion de dix à quinze ans.

Si le crime emporte la réclusion de dix à quinze ans, le coupable pourra être condamné à la réclusion de quinze à vingt ans.

Il sera condamné à dix-sept ans au moins de cette peine si le crime emporte la réclusion de quinze à vingt ans.".

.../...

Art. 9. Dans l'article 55, alinéas 2 et 3, du même Code, les mots "détention extraordinaire" sont remplacés par les mots "détention de quinze à vingt ans".

Art. 10, 11, 12 et 13. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 14. Dans l'article 101 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots "des travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "de la réclusion de vingt à trente ans".

Art. 15. L'article 102 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 102. L'attentat contre la vie de l'héritier présomptif de la couronne sera puni de réclusion à perpétuité.

L'attentat contre sa personne sera puni de la réclusion de vingt à trente ans.

S'il n'a pas eu pour résultat de porter atteinte à sa liberté et s'il ne lui a causé ni effusion de sang, ni blessure, ni maladie, l'attentat contre sa personne sera puni de la réclusion de quinze à vingt ans."

.../...

Art. 16. L'article 103, alinéa 2, du même Code est remplacé par l'alinéa suivant :

"L'attentat contre leur personne sera puni de la réclusion de dix à quinze ans; il sera puni de la réclusion de cinq à dix ans, s'il n'a pas eu pour résultat de porter atteinte à leur liberté et s'il ne leur a causé ni effusion de sang, ni blessure, ni maladie."

Art. 17. Dans l'article 104 du même Code le mot "perpétuelle" est remplacé par les mots "de vingt à trente ans".

Art. 18. Dans l'article 106 du même Code, les mots "travaux forcés" sont remplacés par le mot "réclusion".

Art. 19. L'article 107 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 107. Le complot contre la vie ou contre la personne de l'héritier présomptif de la couronne sera puni de dix à quinze ans de réclusion, s'il a été suivi d'un acte commis pour en préparer l'exécution, et de cinq à dix ans de réclusion, dans le cas contraire."

Art. 19. Dans les articles 108 et 112 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 20. L'article 114 du même Code, remplacé par la loi du 4 août 1914, modifié par les lois des 10 décembre 1937 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 114. Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec une puissance étrangère ou avec toute personne agissant dans l'intérêt d'une puissance étrangère, pour engager cette puissance à entreprendre la guerre contre la Belgique, ou pour lui en procurer les moyens, sera puni de la détention de vingt à trente ans. Si des hostilités s'en sont suivies, il sera puni de détention à perpétuité.".

Art. 21. Dans l'article 115, § 1er, alinéa 6 du même Code, remplacé par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et modifié par la loi du 10 décembre 1937, les mots "détention perpétuelle" sont remplacés par les mots "détention de vingt à trente ans".

Art. 22. Dans l'article 118 du même Code, remplacé par la loi du 19 juillet 1934 et modifié par la loi du 10 décembre 1937, les mots "détention extraordinaire" sont remplacés par les mots "détention de quinze à vingt ans".

Art. 23. Dans l'article 120sexies du même Code, inséré par la loi du 4 août 1914, remplacé par la loi du 19 juillet 1934 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots "détention extraordinaire" sont remplacés par les mots "détention de quinze à vingt ans".

.../...

Art. 24. L'article 121 du même Code, remplacé par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et modifié par les lois des 13 décembre 1944 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 121. Quiconque aura recélé ou fait recéler des espions ou des soldats ennemis envoyés à la découverte, et qu'il aura connus pour tels, sera puni de réclusion à perpétuité.

Quiconque aura recélé ou fait recéler des agents ou des soldats ennemis, valides ou blessés, ou qui leur sera venu en aide pour leur permettre de se soustraire aux autorités, sera puni de la réclusion de quinze à vingt ans. En état de siège, l'infraction sera punie de réclusion à perpétuité.

Quiconque aura recélé ou fait recéler un sujet d'une puissance ennemie ou alliée à l'ennemi ou qui lui sera venu en aide pour lui permettre de se soustraire aux autorités, sera puni de la réclusion de cinq à dix ans. En état de siège, l'infraction sera punie de la réclusion de dix à quinze ans.

Quiconque aura recélé ou fait recéler des personnes qu'il savait poursuivies ou condamnées du chef d'une des infractions prévues au chapitre II du titre Ier du livre II du Code pénal et aux articles 17 et 18 de la loi du 27 mai 1870 contenant le Code pénal militaire, ou qui leur sera venu en aide pour leur permettre de se soustraire à l'action de la justice, sera puni de la peine prévue pour cette

.../...

infraction, sans que la peine prononcée puisse toutefois dépasser quinze ans de réclusion ou de détention.

Sont exceptés de la disposition prévue à l'alinéa précédent, les ascendants ou descendants, époux ou épouses, mêmes divorcés, frères ou soeurs et alliés aux mêmes degrés des auteurs ou complices des infractions dont il s'agit."

Art. 25. L'article 121bis du même Code, inséré par l'arrêté-loi du 8 avril 1917, remplacé par l'arrêté-loi du 17 décembre 1942 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 121bis. Sera puni de la réclusion de cinq à dix ans, quiconque aura sciemment, par la dénonciation d'un fait réel ou imaginaire, exposé une personne quelconque aux recherches, poursuites ou rigueurs de l'ennemi.

Il sera puni de réclusion de dix à quinze ans, s'il est résulté de la dénonciation, pour une personne quelconque et sans l'intervention d'une nouvelle dénonciation, une privation de liberté de plus d'un mois.

Il sera puni de réclusion à perpétuité si, ensuite de détention ou de traitements subis, la dénonciation a eu pour conséquence pour une personne quelconque et sans l'intervention d'une nouvelle dénonciation, soit la mort, soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave."

.../...

Art. 26. L'article 122 du même Code, remplacé par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 122. Lorsque des objets ont été incendiés ou détruits par quelque moyen que ce soit, dans l'intention de favoriser l'ennemi, les peines portées contre ces faits par le chapitre III du titre IX seront remplacées :

L'emprisonnement, par la réclusion de dix à quinze ans;

La réclusion de cinq à dix ans, par la réclusion de quinze à vingt ans;

La réclusion de dix à quinze ans, par la réclusion de vingt à trente ans;

La réclusion de quinze ans et plus, par la réclusion à perpétuité;

La tentative d'incendie ou de destruction sera considérée comme le crime lui-même."

Art. 27. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 28. Dans l'article 123quater, alinéa 2, du même Code, inséré par la loi du 19 juillet 1934, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 29 et 30. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 31. Dans l'article 124, alinéa 1er, du même Code, les mots "détention extraordinaire" sont remplacés par les mots "détention de quinze à vingt ans".

Art. 32. L'article 125 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 125. L'attentat dont le but sera de porter la dévastation, le massacre ou le pillage dans une ou plusieurs communes, sera puni de quinze à vingt ans de réclusion.

Le complot formé dans le même but sera puni de dix à quinze ans de la même peine, si quelque acte a été commis pour en préparer l'exécution; et de cinq à dix ans de la même peine, dans le cas contraire."

Art. 33. Dans l'article 128 du même Code, les mots "détention extraordinaire" sont remplacés par les mots "détention de quinze à vingt ans".

Art. 34. Dans l'article 129 du même Code, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 35. Dans l'article 133 du même Code, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 36. Dans l'article 154 du même Code, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 37. Dans l'article 160 du même Code, remplacé par la loi du 12 juillet 1932, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 38. Dans l'article 161 du même Code, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 39. Dans l'article 171 du même Code, les mots "aux travaux forcés" sont remplacés par les mots "à la réclusion".

Art. 40. Dans l'article 172 du même Code, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 41. Dans l'article 173 du même Code, remplacé par la loi du 3 mars 1953, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 42. Dans l'article 174 du même Code, modifié par la loi du 12 juillet 1932, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 43. L'article 175 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 175. Ceux qui auront contrefait ou falsifié soit des actions, obligations ou autres titres, légalement émis par des provinces, des communes, des administrations ou établissements publics, sous quelque dénomination que ce soit, par des sociétés ou des particuliers, soit des coupons d'intérêts ou de dividendes afférents à ces différents titres, seront punis de dix à quinze ans de réclusion, si l'émission a eu lieu en Belgique, et de cinq à dix ans de la même peine, si l'émission a eu lieu à l'étranger.".

Art. 44. Dans l'article 179 du même Code, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 45. Dans l'article 180 du même Code, modifié par la loi du 3 mars 1953, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 46. Dans l'article 186, alinéa 1er du même Code, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 47. Dans les articles 194 et 195 du même Code les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 48. Dans les articles 196, 208 et 215 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 49. L'article 216 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 216. Si l'accusé a été condamné, soit à une détention de plus de dix ans, soit à la réclusion à temps de plus de dix ans, le faux témoin qui aura déposé contre lui subira la peine de la réclusion de dix à quinze ans.

Il subira celle de la réclusion de vingt à trente ans, si l'accusé a été condamné à la réclusion à perpétuité."

Art. 50. Dans l'article 235 du même Code les mots "détention extraordinaire" sont remplacés par les mots "détention de quinze à vingt ans".

.../...

Art. 51. Dans les articles 240, 241 et 243 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 52. Dans l'article 249 du même Code, modifié par la loi du 10 octobre 1967, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 53. Dans l'article 250 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 54. L'article 256, alinéa 2, du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Néanmoins, la peine de réclusion à perpétuité sera remplacée, dans ce cas, par celle de réclusion de vingt à trente ans."

Art. 55. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 2 formulée à l'égard de cet article).

Art. 56. Dans l'article 272, alinéa 1er, du même Code, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 57. L'article 285 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 285. Si les scellés brisés étaient apposés sur des papiers ou effets d'un individu inculpé, prévenu ou accusé d'un crime emportant la réclusion à perpétuité ou la détention à perpétuité, la réclusion de vingt à trente ans ou la détention de vingt à trente ans, ou d'un individu condamné à l'une de ces peines, le gardien négligent sera puni de trois mois à un an d'emprisonnement."

Art. 58. Dans l'article 292 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 59. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 60. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 61. Dans l'article 331bis du même Code, inséré par la loi du 17 avril 1986, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 62. Dans l'article 336 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 63. L'article 337 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 337. Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence, menaces ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée par transmission d'armes seront :

Dans les circonstances énoncées à l'article 333, la réclusion de cinq à dix ans contre les préposés, et un emprisonnement de deux à cinq ans contre les autres personnes;

Dans les circonstances énoncées à l'article 334, la réclusion de dix à quinze ans contre les préposés, la réclusion de cinq à dix ans contre les autres personnes."

Art. 64. A l'article 347bis du même Code, inséré par la loi du 2 juillet 1975 et modifié par la loi du 10 juillet 1996 sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1er, les mots "des travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "de la réclusion de vingt à trente ans";
- 2° à l'alinéa 3, les mots "les travaux forcés" sont remplacés par les mots "la réclusion".

Art. 65. Dans l'article 348 du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1990, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 66. L'article 352 du même Code, remplacé par la loi du 3 avril 1990, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 352. Lorsque les moyens employés dans le but de faire avorter la femme auront causé la mort, celui qui les aura administrés ou indiqués dans ce but sera condamné à la réclusion de cinq à dix ans, si la femme a consenti à l'avortement, mais que l'intervention ait été pratiquée en dehors des conditions définies à l'article 350 et à la réclusion de dix à quinze ans, si elle n' y a point consenti".

Art. 67. L'article 360 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 360. Si, par suite du délaissement prévu par les deux articles précédents, l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, les coupables seront punis de la réclusion de cinq à dix ans.

Si le délaissement a causé la mort, les coupables seront condamnés à la réclusion de dix à quinze ans."

Art. 68. Dans les articles 363, 364 et 369 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 69. Dans les articles 372 et 373 du même Code, remplacés par la loi du 15 mai 1912, le mot "réclusion " est

.../...

remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans" et les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 70. Les alinéas 3 à 7 de l'article 375 du même Code, remplacé par la loi du 15 mai 1912, modifié par les lois des 14 mai 1937 et 4 juillet 1989, sont remplacés par les alinéas suivants :

"Quiconque aura commis le crime de viol sera puni de la réclusion de cinq à dix ans.

Si le crime a été commis sur la personne d'un mineur âgé de plus de seize ans accomplis, le coupable sera puni de la peine de la réclusion de dix à quinze ans.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant âgé de plus de quatorze ans accomplis et de moins de seize ans accomplis, le coupable sera puni de la peine de la réclusion de quinze à vingt ans.

Est réputé viol à l'aide de violences, tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit et par quelque moyen que ce soit, commis sur la personne d'un enfant qui n'a pas atteint l'âge de quatorze ans accomplis. Dans ce cas, la peine sera la réclusion de quinze à vingt ans.

Elle sera de la réclusion de vingt à trente ans si l'enfant était âgé de moins de dix ans accomplis."

.../...

Art. 71. L'article 376 du même Code, remplacé par la loi du 4 juillet 1989, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 376. Si le viol ou l'attentat à la pudeur a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni de la réclusion de vingt à trente ans.

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a été précédé ou accompagné de tortures corporelles ou de séquestration, le coupable sera puni de la réclusion de quinze à vingt ans.

Si le viol ou l'attentat à la pudeur a été commis soit sur une personne particulièrement vulnérable en raison d'un état de grossesse, d'une maladie, d'une infirmité ou d'une déficience physique ou mentale, soit sous la menace d'une arme ou d'un objet qui y ressemble, le coupable sera puni de la réclusion de dix à quinze ans."

Art. 72. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 3 formulée à l'égard de cet article).

Art. 73. L'article 379 du même Code, remplacé par la loi du 13 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 379. Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la réclusion de cinq à dix ans et d'une amende de cinq cents francs à vingt-cinq mille francs.

.../...

Il sera puni de la réclusion de dix à quinze ans et d'une amende de cinq cents francs à cinquante mille francs si le mineur n'a pas atteint l'âge de seize ans accomplis.

La peine sera de la réclusion de quinze à vingt ans et d'une amende de mille francs à cent mille francs, si le mineur n'a pas atteint l'âge de dix ans accomplis."

Art. 74. Dans les paragraphes 3, 4 et 5 de l'article 380bis ainsi que dans l'article 381bis du même Code, remplacés par la loi du 13 avril 1995, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 75. A l'article 383bis du même Code, inséré par la loi du 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le paragraphe 1er, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans";
- 2° dans le paragraphe 3, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 76. Dans l'article 391 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 77. Dans l'article 393 du même Code les mots "des travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "de la réclusion de vingt à trente ans".

Art. 78. Dans l'article 400 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 79. L'article 401 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 401. Lorsque les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant causée, le coupable sera puni de la réclusion de cinq à dix ans.

Il sera puni de la réclusion de dix à quinze ans, s'il a commis ces actes de violence avec préméditation."

Art. 80. Dans l'article 403 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 81. Dans l'article 404 du même Code les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

.../...

Art. 82. Dans l'article 406 du même Code, remplacé par la loi du 7 juin 1963, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 83. L'article 407 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 407. Si le fait a causé des blessures de la nature de celles prévues par l'article 399, le coupable sera condamné à la réclusion de dix à quinze ans. Il sera condamné à la réclusion de quinze à vingt ans, si les blessures sont de la nature de celles qui sont prévues par l'article 400.".

Art. 84. Dans l'article 408 du même Code, les mots "des travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "de la réclusion de vingt à trente ans".

Art. 85. Dans l'article 414 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots "des travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "de la réclusion de vingt à trente ans".

Art. 86. Dans l'article 437 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 87. L'article 438 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 438. Lorsque la personne arrêtée ou détenue aura été soumise à des tortures corporelles, le coupable sera puni de la réclusion de dix à quinze ans.

La peine sera celle de la réclusion de quinze à vingt ans, s'il est résulté des tortures soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave.

Si les tortures ont causé la mort, le coupable sera condamné à la réclusion de vingt à trente ans."

Art. 88. Dans les articles 467 et 468 du même Code le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 89. Dans les articles 471 et 472 du même Code, remplacés par la loi du 2 juillet 1975, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 90. A l'article 473 du même Code, remplacé par la loi du 2 juillet 1975, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

- 1° dans l'alinéa 1er, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion";
- 2° dans l'alinéa 3, les mots "aux travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "à la réclusion de vingt à trente ans".

Art. 91. Dans l'article 474 du même Code, modifié par la loi du 2 juillet 1975, les mots "aux travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "à la réclusion de vingt à trente ans".

Art. 92. Dans l'article 477 du même Code, rétabli par la loi du 17 avril 1986, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 93. Dans les articles 477bis, 477ter et 477quinquies du même Code, insérés par la loi du 17 avril 1986, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 94. Dans l'article 477sexies du même Code, inséré par la loi du 17 avril 1986, les mots "des travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "de la réclusion de vingt à trente ans".

.../...

Art. 95. A l'article 488bis du même Code, inséré par la loi du 17 avril 1986, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le paragraphe 1er, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans";
- 2° dans les paragraphes 2 et 3, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 96. Dans l'article 489 du même Code, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 97. L'article 506 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 506. Dans le cas où la peine applicable aux auteurs du crime sera celle de réclusion à perpétuité ou de réclusion de vingt à trente ans, les receleurs désignés dans l'article précédent seront condamnés à la réclusion de cinq à dix ans, s'ils sont convaincus d'avoir eu, au temps du recel, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache soit la réclusion à perpétuité, soit la réclusion de vingt à trente ans.".

.../...

Art. 98. Dans les articles 510 et 511 du même Code, remplacés par la loi du 7 juin 1963, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 99. L'article 513 du même Code, remplacé par la loi du 7 juin 1963, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 513. Lorsque le feu aura été mis pendant la nuit, les peines portées aux articles 510 à 512 seront remplacées :

La réclusion de quinze à vingt ans, par la réclusion de vingt à trente ans;

La réclusion de dix à quinze ans, par la réclusion de quinze à vingt ans;

L'emprisonnement et l'amende, portés à l'article 511, deuxième alinéa, et à l'article 512, premier alinéa, par la réclusion de cinq à dix ans;

L'emprisonnement et l'amende, portés à l'article 512, deuxième alinéa, par un emprisonnement d'un an à quatre ans et une amende de cinquante francs à cinq cents francs."

Art. 100. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 4 formulée à propos de cet article).

.../...

Art. 101. Dans l'article 521 du même Code, remplacé par la loi du 7 juin 1963, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 102. L'article 525 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 525. Lorsque les faits prévus par les deux articles précédents auront été commis en réunion ou en bande et à l'aide de violences, de voies de fait ou de menaces, les coupables seront punis de la réclusion de cinq à dix ans.

Les chefs et les provocateurs seront condamnés à la réclusion de dix à quinze ans et à une amende de cinq cents francs à cinq mille francs.".

Art. 103. L'article 529 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 529. Si le fait a été commis en réunion ou en bande, la peine sera la réclusion de cinq à dix ans.

Les chefs et les provocateurs seront punis de la réclusion de dix à quinze ans.".

Art. 104. L'article 530 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Art. 530. La destruction ou le dégât de propriétés mobilières d'autrui, opéré à l'aide de violences ou de menaces, dans une maison habitée ou ses dépendances, et avec l'une des circonstances prévues à l'article 471, sera puni de la réclusion de dix à quinze ans.

La peine ne sera pas inférieure à douze ans si le crime a été commis en réunion ou en bande.

Les chefs et les provocateurs seront punis de la réclusion de quinze à vingt ans."

Art. 105. L'article 547 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 547. Seront punis de la réclusion de dix à quinze ans, ceux qui auront méchamment ou frauduleusement inondé tout ou partie des travaux d'une mine.

Si, d'après les circonstances, le coupable a dû présumer qu'il se trouvait dans la mine une ou plusieurs personnes au moment de l'inondation, il sera condamné à la réclusion de quinze à vingt ans."

Chapitre III Modification à la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes

Art. 106. L'article 2, alinéa 3, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, modifié par les lois des

.../...

1er février 1977, 6 février 1985, 11 juillet 1994 et 13 avril 1995, est remplacé par l'alinéa suivant :

"La citation directe ou la convocation par le ministère public, ainsi que le renvoi par la chambre du conseil en raison de circonstances atténuantes ne sont possibles que dans les cas suivants :

- 1º si la peine prévue par la loi n'excède pas vingt ans de réclusion;
- 2º s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 347bis du Code pénal lorsque la prise d'otages n'a causé aux otages qu'une incapacité permanente physique ou psychique;
- 3º s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 472 du Code pénal et qui, par application de l'article 473 du même Code, est puni de la réclusion de vingt à trente ans si les violences ou les menaces n'ont eu pour la victime d'autres suites qu'une incapacité permanente physique ou psychique;
- 4º s'il s'agit d'un crime visé à l'article 510 du Code pénal et qui, par application de l'article 513, alinéa 2, du même Code, est puni de la réclusion de vingt à trente ans du fait que le feu a été mis pendant la nuit;
- 5º s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 518, alinéa 1er, du Code pénal et qui, par application de l'alinéa 2 du même article, est puni de vingt-deux ans de réclusion;

.../...

- 6° s'il s'agit d'un crime qui est visé à l'article 530, dernier alinéa, du Code pénal, et qui, par application de l'article 531 du même Code, est puni de vingt à trente ans de réclusion si les violences ou les menaces n'ont eu pour la victime d'autres suites qu'une incapacité permanente de travail personnel prévue à l'article 400 du même Code;
- 7° s'il s'agit d'un crime visé à l'article 375, dernier alinéa, du Code pénal."

Chapitre IV Modifications au Code pénal militaire

Art. 107. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 108. L'article 16 du même Code, modifié par les lois des 4 août 1914, 19 juillet 1934 et 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 16. Les peines portées par les articles précités de ce Code seront remplacées :

L'emprisonnement, par la détention de cinq à dix ans ou par la réclusion de cinq à dix ans;

.../...

La détention de cinq à dix ans, par la détention de dix à quinze ans;

La réclusion de cinq à dix ans, par la réclusion de dix à quinze ans;

La détention de dix à quinze ans, par la détention de quinze à vingt ans;

La réclusion de dix à quinze ans, par la réclusion de quinze à vingt ans;

La détention de quinze à vingt ans, par la détention de vingt à trente ans;

La réclusion de quinze à vingt ans, par la réclusion de vingt à trente ans;

La détention de vingt à trente ans et la réclusion de vingt à trente ans par la réclusion à perpétuité;

Le coupable sera, en outre, condamné à la dégradation militaire."

Art. 109. Dans l'article 30 du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Art. 110. L'article 33, alinéa 3, du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923, est remplacé par l'alinéa suivant :

"Il sera condamné à la réclusion de cinq à dix ans dans le cas prévu par l'article 400, et à la réclusion de dix à quinze ans dans le cas prévu par l'article 401 dudit code."

Art. 111. L'article 35 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 35. Les violences commises par un militaire envers son supérieur seront punies :

D'un emprisonnement de deux à quatre ans dans le cas prévu par l'article 399;

De la réclusion de cinq à dix ans, dans le cas de l'article 400;

De la réclusion de dix à quinze ans, dans le cas de l'article 401 du Code pénal ordinaire."

Art. 112. L'article 36 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 36. Si les violences mentionnées à l'article précédent ont été commises pendant le service ou à l'occasion du

.../...

service, les peines portées par cet article seront remplacées :

L'emprisonnement, par la réclusion de cinq à dix ans;

La réclusion de cinq à dix ans, par la réclusion de dix à quinze ans;

La réclusion de dix à quinze ans, par la réclusion de quinze à vingt ans."

Art. 113. L'article 39 du même Code, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 39. Lorsque les violences commises en temps de guerre et à l'armée active par un militaire envers son supérieur auront causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, le coupable sera condamné à la réclusion de quinze à vingt ans.

Il sera condamné à la réclusion de vingt à trente ans, dans le cas prévu par l'article 401, § 1er, du Code pénal ordinaire.

La peine sera la réclusion à perpétuité, avec la dégradation militaire, dans le cas de l'article 401, § 2, dudit Code."

.../...

Art. 114. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 115. Dans l'article 50 du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 116. Dans l'article 51 du même Code, modifié par l'arrêté-loi du 11 octobre 1916, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 117. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Art. 118. L'article 59 du même Code, remplacé par la loi du 24 juillet 1923, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 59. Lorsqu'il existe des circonstances atténuantes :

(En ce qui concerne les deux premiers alinéas, il y a lieu de se référer à l'observation particulière n° 1 formulée à l'égard de ces deux alinéas).

La peine de détention portée par les articles 28, 31 et 51, sera remplacée, dans les deux premiers cas, par l'emprisonnement correctionnel, dans le troisième, soit par

.../...

une détention de moindre durée, soit par l'emprisonnement correctionnel.

La peine de réclusion de cinq à dix ans portée par les articles 30, 50 et 51, sera remplacée par l'emprisonnement correctionnel.

La dégradation militaire sera remplacée par la destitution, si le coupable est officier.

La destitution sera remplacée par des peines disciplinaires, qui pourront être portées au quintuple du maximum fixé par le règlement de discipline.

L'emprisonnement militaire sera remplacé, soit par un emprisonnement militaire de moindre durée, soit par des peines disciplinaires qui pourront être portées au double du maximum fixé par le règlement de discipline."

Chapitre V Modification à la loi du 7 juillet 1875 concernant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes

Art. 119. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

.../...

Chapitre VI Modification à la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle dans le système pénal

Art. 120. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Chapitre VII Modification à la loi du 30 mai 1892 sur l'hypnotisme

Art. 121. Dans l'article 3 de la loi du 30 mai 1892 sur l'hypnotisme, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Chapitre VIII Modification à la loi du 1er mai 1913 abrogeant la loi du 4 mars 1870 relative à la réduction des peines subies sous le régime de la séparation

Art. 122. (Il convient de se référer à l'observation particulière n° 1).

Chapitre IX Modification à l'arrêté-loi du 13 novembre 1915 concernant les mutilations volontaires en temps de guerre

Art. 123. Dans l'article 2 de l'arrêté-loi du 13 novembre 1915 concernant les mutilations volontaires en temps de guerre, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Chapitre X Modification à la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques

Art. 124. A l'article 2bis de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, inséré par la loi du 9 juillet 1975 et modifié par la loi du 14 juillet 1994, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le paragraphe 2, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans";
- 2° dans les paragraphes 3 et 4, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Chapitre XI Modifications à la loi du 5 juin 1928 portant révision du code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime

Art. 125. Dans les articles 28 et 29 de la loi du 5 juin 1928 portant révision du code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Art. 126. L'article 33 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Art. 33. Ceux qui par fraude, violence ou menaces envers le capitaine, s'empareront du navire seront punis de réclusion de dix à quinze ans.

S'ils sont officiers ou chefs du complot, ils seront passibles de réclusion de quinze à vingt ans."

Art. 127. Dans l'article 34 de la même loi, les mots "des travaux forcés de quinze à vingt ans ou celles des travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "de la réclusion de quinze à vingt ans ou de vingt à trente ans".

Art. 128. Dans l'article 35 de la même loi, modifié par la loi du 10 juillet 1996, les mots "aux travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "à la réclusion de vingt à trente ans".

Art. 129. Dans l'article 66 de la même loi les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Art. 130. L'article 68 de la même loi, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 68. Tout capitaine qui aura commis des actes de piraterie sera puni de la réclusion de quinze à vingt ans.

.../...

Les personnes embarquées coupables des mêmes faits seront punies de la réclusion de dix à quinze ans.

Si, dans le cas des alinéas précédents, il y a eu homicide involontaire, la peine sera la réclusion de vingt à trente ans.

S'il y a eu homicide volontaire les coupables seront punis de réclusion à perpétuité."

Art. 131. Dans l'article 70 de la même loi le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Chapitre XII Modification aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales

Art. 132. Dans l'article 207 des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, modifié par la loi du 24 mars 1978, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Chapitre XIII Modification à la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne

Art. 133. A l'article 30 de la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, remplacé par la loi du 20 juillet 1976 et modifié par la loi du 10 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans la phrase liminaire du paragraphe 1er, les mots "travaux forcés" sont remplacés par le mot "réclusion";
- 2° dans la phrase liminaire du paragraphe 2, les mots "des travaux forcés à perpétuité" sont remplacés par les mots "de réclusion de vingt à trente ans".

Chapitre XIV Modification à l'arrêté-loi du 13 mai 1940 renforçant la répression de certains faits commis en temps de guerre

Art. 134. L'article 1er de l'arrêté-loi du 13 mai 1940 renforçant la répression de certains faits commis en temps de guerre, modifié par la loi du 10 juillet 1996, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 1er. Lorsqu'en temps de guerre, tel qu'il est déterminé par l'article 58 de la loi du 15 juin 1899, des vols, des destructions ou détériorations de propriétés mobilières d'autrui auront été commis soit en des lieux

.../...

évacués par les habitants en raison d' événements de guerre, soit pendant l'occultation des lumières dans les endroits où celle-ci a été ordonnée par l'autorité compétente, les peines portées contre les auteurs de ces faits par le chapitre I et par la section IV du chapitre III du titre IX du livre II du Code pénal, sont remplacées :

L'emprisonnement par la réclusion de dix à quinze ans;

La réclusion de cinq à dix ans par la réclusion de quinze à vingt ans;

La réclusion de dix à quinze ans par la réclusion de vingt à trente ans;

La réclusion de quinze à vingt ans et la réclusion de vingt à trente ans par la réclusion à perpétuité."

Chapitre XV Modification à la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire

Art. 135. Dans l'article 3 de la loi du 4 août 1955 concernant la sûreté de l'Etat dans le domaine de l'énergie nucléaire le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Chapitre XVI Modification à la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés

.../...

Art. 136. Dans l'article 6 de la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

Chapitre XVII Modification à la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes

Art. 137. Dans l'article 30 de la loi du 26 décembre 1956 sur le service des postes, les mots "travaux forcés" sont remplacés par le mot "réclusion".

Chapitre XVIII Modification à la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse

Art. 138. Dans l'article 50, § 2, 3°, de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse, remplacé par la loi du 2 février 1994, les mots "aux travaux forcés" sont remplacés par les mots "à la réclusion".

Chapitre XIX Modification à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

Art. 139. A l'article 77bis, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et

.../...

l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 13 avril 1995 sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans le paragraphe 2, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans";
- 2° dans le paragraphe 3, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Chapitre XX Modification à la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie

Art. 140. Dans l'article 4 de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, modifié par la loi du 12 avril 1994, les mots "des travaux forcés" sont remplacés par les mots "de la réclusion".

Chapitre XXI Modification à la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique

Art. 141. Dans l'article 34 de la loi du 17 juillet 1989 sur les groupements d'intérêt économique, le mot "réclusion" est remplacé par les mots "réclusion de cinq à dix ans".

.../...

Chapitre XXII Modification à la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive

Art. 142. Dans l'article 24 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, les mots "travaux forcés" sont remplacés par le mot "réclusion".

Chapitre XXIII Modification à la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et aux protocoles I et II du 8 juin 1977, additionnels à ces conventions.

Art. 143. L'article 2 de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949 et aux protocoles I et II du 8 juin 1977, additionnels à ces conventions est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 2. Les infractions énumérées aux 1^o, 2^o et 11^o à 15^o de l'article premier sont punies de la peine la plus élevée prévue en matière criminelle par le Code pénal militaire.

Les infractions énumérées au 3^o et au 10^o du même article sont punies de la réclusion de vingt à trente ans. Elles sont punies de la peine la plus élevée prévue en matière criminelle par le Code pénal militaire si elles ont eu pour conséquence la mort d'une ou de plusieurs personnes.

.../...

L'infraction visée au 8° du même article est punie de la réclusion de quinze à vingt ans. La même infraction ainsi que celle visée au 16° du même article sont punies de la réclusion de vingt à trente ans si elles ont eu pour conséquence soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail personnel, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave. Elles sont punies de la peine la plus élevée prévue en matière criminelle par le Code pénal militaire si elles ont eu pour conséquence la mort d'une ou de plusieurs personnes.

Les infractions énumérées aux 4° à 7° et 17° du même article sont punies de la réclusion de quinze à vingt ans ou de dix à quinze ans. Dans les cas de circonstances aggravantes prévues à l'alinéa précédent, elles sont punies, selon les cas, des peines prévues à cet alinéa.

Les infractions énumérées aux 18° à 20° du même article sont punies de la réclusion de dix à quinze ans, sous réserve de l'application des dispositions pénales plus sévères réprimant les atteintes graves à la dignité de la personne.

L'infraction prévue au 9° du même article est punie de la réclusion de dix à quinze ans. Elle est punie de la réclusion de quinze à vingt ans lorsqu'elle a entraîné des conséquences graves pour la santé publique."

.../...

Chapitre XXIV Dispositions finales

Art. 144. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Art. 145. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

I. Voorafgaande opmerkingen

1. De aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State gerichte aanvraag luidt als volgt :

"Suite à la publication au Moniteur belge du 1er août de la loi du 10 juillet 1996 portant abolition de la peine de mort et modifiant les peines criminelles, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir confier au Bureau de Coordination de votre Office, conformément à l'article 24 de la loi susmentionnée et de l'article 2 de la loi du 13 juin 1961 relative à la coordination et à la codification des lois, la mission de coordonner les dispositions des lois énumérées à l'annexe à la présente lettre avec celles contenues dans la nouvelle loi susmentionnée, aux fins d'adapter les peines prévues par ces législations à celles établies par cette nouvelle loi."

2. Artikel 24 van de wet van 10 juli 1996 tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminele straffen (Belgisch Staatsblad van 1 augustus 1996) stelt het volgende :

"Art. 24. Overeenkomstig de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten, wordt de Koning ermee belast de bestaande wetsbepalingen te coördineren met de bepalingen van deze wet." (1)

(1) Er zij op gewezen dat in de Nederlandse tekst het woord "coördineren" wordt gebruikt, tegenover "mettre en concordance" in de Franse.

Van zijn kant bepaalde artikel 2 van de wet van 13 juni 1961 betreffende de coördinatie en de codificatie van wetten (Belgisch Staatsblad van 20 juni 1961), welk artikel sedertdien opgeheven is bij de wet van 4 augustus 1996 (1) :

"Art. 2 De minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort of de bevoegde minister vraagt aan het Coördinatiebureau van de Raad van State, door toedoen van de eerste Voorzitter, de wetgeving die hij aanwijst te coördineren of te codificeren;".

3. De begrippen coördinatie en codificatie worden gewoonlijk als volgt uitgelegd : "De samenordening (lees : coördinatie) bestaat er in alle wetten over hetzelfde onderwerp samen te voegen en de diverse teksten tot wijziging te versmelten met de enige tekst van de oorspronkelijke wet. De codificering, (lees : codificatie) integendeel, bestaat er in diverse wetten te groeperen met hetzelfde of met een gelijkaardig onderwerp.". (2).

4. Er wordt op gewezen dat de aanvraag noch een coördinatie, noch een codificatie betreft. Er wordt immers geenszins gevraagd de genoemde teksten tot één tekst te versmelten of ze te vergaren tot een samenhangend geheel. In

(1) In enigszins gewijzigde vorm evenwel weer opgenomen bij diezelfde wet van 4 augustus 1996 in een artikel 6bis van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

(2) Memorie van toelichting bij de wet van 13 juni 1961 - Senaat, zitting 58/59, besch. Stuk nr. 314.

werkelijkheid gaat het er om wijzigingen aan te brengen in de verschillende teksten waarvan sprake is, door ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe bepalingen van de wet van 10 juli 1996.

5. Aangezien het Coördinatiebureau bijgevolg als zodanig niet wettig kan worden geadieerd, heeft de afdeling wetgeving besloten zelf het ontwerp voor te stellen, doch met de medewerking van dat bureau.

6. Het ontwerp neemt de teksten op ten aanzien waarvan is verzocht ze in overeenstemming te brengen met de wet van 10 juli 1996.

Toegevoegd zijn :

- de wet van 1 mei 1913 tot intrekking van de wet van 4 maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan;
- de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, waarvan artikel 207 voorziet in opsluiting als straf.

Niet opgenomen zijn :

.../...

- de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap, dat niet in overeenstemming gebracht hoefde te worden met de wet van 10 juli 1996 (1);
- de wet van 22 maart 1940 betreffende de verdediging van de nationale instellingen, die niet langer van toepassing is sedert 1 juni 1949, de datum van het weer op vredesvoet brengen van het leger (2);
- het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken, voor welks in overeenstemming brengen met de wet van 10 juli 1996 artikel 24 van die wet geen toepassing vindt.

(1) Ofschoon artikel 8 van de besluitwet voorziet in opsluiting als straf, wordt duidelijk vermeld dat het een opsluiting betreft van vijf tot tien jaar, zodat geen verdere toelichting noodzakelijk is.

(2) Artikel 12 van deze wet bepaalt onder meer : "De bepalingen van deze wet treden in werking op den dag waarop zij wordt bekendgemaakt. Zij houden op van toepassing te zijn op den dag die bij koninklijk besluit zal worden vastgesteld voor het op vredesvoet brengen van het leger."

Het leger is weer op vredesvoet gebracht bij het besluit van de Regent van 1 juni 1949 en de wet van 22 maart 1940 wordt niet vermeld bij de bepalingen waarnaar wordt verwezen door de wet van 1 juni 1949 waarbij sommige wettelijke bepalingen gehandhaafd worden niettegenstaande het terugbrengen van het leger op vredesvoet.

7. Bij het desbetreffende in overeenstemming brengen doen zich ook interpretatiemoeilijkheden voor, voor het oplossen waarvan de afdeling wetgeving niet bevoegd is. In verband met deze moeilijkheden zullen bijzondere opmerkingen worden gemaakt. In dat opzicht wordt herinnerd aan de bezwaren die zijn geopperd in advies L. 24.732/2, uitgebracht op 20 november 1995 (1), op welke bezwaren artikel 24 van de wet niet naar behoren heeft geantwoord.

-
- (1) "Artikel 14 machtigt de Koning de bestaande wetsbepalingen te wijzigen teneinde ze in overeenstemming te brengen met de ontworpen wet en draagt de uitvoerende macht hierdoor bevoegdheden op, waarvan de toepassing in bepaalde gevallen in hoofde van de gedelegeerde de uitoefening van een niet onbelangrijke beoordelingsbevoegdheid veronderstelt. Dat zal het geval zijn wanneer uitvoering zal moeten worden gegeven aan de wijzigingen waarin voorzien wordt door artikel 3, derde tot tiende lid, van het ontwerp. Bovendien lijkt de commentaar bij artikel 14 de idee te huldigen dat de Koning zich tevens zou kunnen laten leiden door overwegingen die niets uit te staan hebben met de in artikel 3 van het ontwerp geformuleerde beginselen, bij de aanpassing van de bestaande wetgeving.

Daar de machtiging - zoals we hierboven hebben kunnen zien - er niet uitsluitend toe strekt de bestaande teksten enkel een aangepaste redactie te geven, en ook bedoeld is om inzake misdaadbestrijding mogelijkheden in uitzicht te stellen die uit het ontwerp geenszins blijken, dreigt de aan de Koning toegekende machtiging, zolang het uitvoeringsbesluit niet genomen is, een toestand van rechtsonzekerheid te scheppen, zowel ten aanzien van de rechters, als ten aanzien van de rechtzoekenden, wat onverenigbaar is met het beginsel van de wettigheid van de straffen vastgelegd in artikel 14 van de Grondwet."

.../...

8. Aangezien de wetgever in tal van de betrokken teksten reeds zelf is opgetreden, is het herhaaldelijk verkieslijk gebleken - om verwarring te voorkomen - een zeker aantal bepalingen te herschrijven, veeleer dan er gedeeltelijke wijzigingen in aan te brengen (1), terwijl dit uit technisch oogpunt wel mogelijk zou zijn geweest.

II. Bijzondere opmerkingen

1. Het onderling in overeenstemming brengen van de wetsbepalingen, met toepassing van artikel 3 van de wet van 10 juli 1996 tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminele straffen, is niet altijd vanzelfsprekend geweest; in sommige gevallen is het slechts tot stand kunnen komen door het combineren van verscheidene geldende wetsbepalingen. Het gaat om een uitlegging, geen omzetting.

De artikelen ten aanzien waarvan hierna wordt voorgesteld ze onderling in overeenstemming te brengen, moeten omwille van de rechtszekerheid ter bekrachtiging aan de wetgever worden voorgelegd.

(1) Zo is na het optreden van de wetgever, in artikel 58bis van het Militair Strafwetboek bij voorbeeld sprake van "levenslange hechtenis," in twee verschillende betekenissen.

Hoofdstuk II Wijzigingen in het Strafwetboek

Art. 4. Artikel 19 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 19. Bij alle arresten van veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, tot tijdelijke opsluiting (1), tot hechtenis van twintig tot dertig jaar of van vijftien tot twintig jaar wordt tegen de veroordeelden de afzetting uitgesproken van de titels, graden, openbare ambten, bedieningen en betrekkingen, waarmee zij bekleed zijn.

Het Hof van assisen kan die afzetting uitspreken tegen de veroordeelden tot hechtenis van tien tot vijftien jaar of van vijf tot tien jaar.". (2)

Art. 5. Artikel 25, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 26 november 1986 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

-
- (1) Volgens artikel 3 van de wet alsmede het nieuwe artikel 9 van het Strafwetboek, doelt de "tijdelijke opsluiting" zowel op de gevallen dwangarbeid als opsluiting in de zin van de huidige lezing.
- (2) Aangezien de duur van de gewone hechtenis niet wordt gepreciseerd, wordt het bepaalde in het elfde en dertiende lid van artikel 3 van de wet gecombineerd. (zie vroeger art. 16 van het Strafwetboek).

.../...

"Art. 25. De duur van de correctionele gevangenisstraf is, behoudens de in de wet bepaalde gevallen, ten minste acht dagen en ten hoogste vijf jaar. Hij is ten hoogste tien jaar voor een met opsluiting van tien tot vijftien jaar, respectievelijk gedurende een langere termijn of met levenslange opsluiting strafbare misdaad die gecorrectionaliseerd is;" (1).

Art. 6. In artikel 30ter, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 18 maart 1970, vervangen bij de wet van 10 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden "tot dwangarbeid, opsluiting" vervangen door de woorden "tot tijdelijke opsluiting" (2).

Art. 10. In artikel 62 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "tijdelijke dwangarbeid, tijdelijke hechtenis of opsluiting" vervangen door de woorden "tijdelijke opsluiting of hechtenis van vijftien tot twintig jaar, respectievelijk gedurende een kortere termijn" (3).

(1) Artikel 3, derde lid, van de wet en de redactie van het nieuwe artikel 31 van het Strafwetboek.

(2) Volgens artikel 3 van de wet alsmede het nieuwe artikel 9 van het Strafwetboek, doelt de "tijdelijke opsluiting" zowel op het geval van dwangarbeid als op het geval opsluiting in de zin van de huidige tekst.

(3) Volgens artikel 3 van de wet alsmede het nieuwe artikel 9 van het Strafwetboek doelt de "tijdelijke opsluiting" zowel op dwangarbeid als op opsluiting in de zin van de huidige tekst. Wat de tijdelijke hechtenis betreft in de zin van de huidige tekst, zie artikel 3, zevende lid, van de wet alsmede de redactie van het nieuwe artikel 31 van het Strafwetboek.

Art. 11. Artikel 63 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 63. De zwaarste straf is de langstdurende. Zijn de straffen van gelijke duur, dan wordt opsluiting beschouwd als een zwaardere straf dan hechtenis." (1).

Art. 12. Artikel 80 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 23 augustus 1919, 14 mei 1937 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 80. Levenslange opsluiting wordt vervangen door tijdelijke opsluiting (2) of door een gevangenisstraf van ten minste drie jaar.

Opsluiting van twintig tot dertig jaar door opsluiting van vijftien tot twintig jaar, respectievelijk gedurende een kortere termijn (3) of door een gevangenisstraf van ten minste drie jaar.

(1) De woorden hechtenis en opsluiting kunnen alleen worden gebruikt (artikelen 8 en 10 van de wet), waarbij het laatste woord betrekking heeft op een ander geval dan in de huidige tekst (dwangarbeid en opsluiting).

(2) Tijdelijke opsluiting (artikel 3, vierde, vijfde, twaalfde lid van de wet en nieuw artikel 11 van het Strafwetboek) heeft betrekking op de gevallen levenslange of tijdelijke dwangarbeid en opsluiting in de zin van de huidige tekst.

(3) Artikel 3, vijfde en twaalfde lid, van de wet.

Opsluiting van vijftien tot twintig jaar door opsluiting van tien tot vijftien jaar, respectievelijk gedurende vijf tot tien jaar of door een gevangenisstraf van ten minste twee jaar.

Opsluiting van tien tot vijftien jaar door opsluiting van vijf tot tien jaar of door een gevangenisstraf van ten minste zes maanden.

Opsluiting van vijf tot tien jaar door een gevangenisstraf van ten minste één maand;".

Art. 13. Artikel 81 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 23 augustus 1919, 14 mei 1937 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 81. Levenslange hechtenis, gesteld op misdaden tegen de uitwendige veiligheid van de Staat, wordt vervangen door voorlopige hechtenis (1) of door een gevangenisstraf van ten minste één jaar.

Hechtenis van twintig tot dertig jaar door hechtenis van vijftien tot twintig jaar, respectievelijk gedurende een kortere termijn (2) of door gevangenisstraf van ten minste één jaar.

(1) Artikel 3, zesde en zevende lid, van de wet en nieuw artikel 11 van het Strafwetboek.

(2) Het bepaalde in artikel 3, zevende lid (zie redactie van het nieuwe artikel 31 van het Strafwetboek).

Hechtenis van vijftien tot twintig jaar door hechtenis van tien tot vijftien jaar of van vijf tot tien jaar of door een gevangenisstraf van ten minste één jaar (1).

Hechtenis van tien tot vijftien jaar door hechtenis van vijf tot tien jaar of door een gevangenisstraf van ten minste zes maanden.

Hechtenis van vijf tot tien jaar door gevangenisstraf van ten minste één maand."

Art. 27. Artikel 123ter, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1914, vervangen bij de wet van 19 juli 1934 en gewijzigd bij de wet van 10 december 1937, wordt vervangen door het volgende lid :

"In hetzelfde geval worden de in de artikelen 119 en 120 bepaalde gevangenisstraffen vervangen door opsluiting van vijf tot tien jaar en tijdelijke hechtenis door tijdelijke opsluiting van gelijke duur;" (2).

(1) Aangezien de duur van de gewone hechtenis niet wordt gepreciseerd, wordt het bepaalde in het elfde en dertiende lid van artikel 3 van de wet gecombineerd (zie vroeger art. 16 van het Strafwetboek).

(2) Krachtens artikel 3 van de wet worden de verschillende soorten hechtenis waarin artikel 123ter van het Strafwetboek voorziet, vervangen door diverse soorten opsluiting van gelijke duur.

Art. 29. In artikel 123sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de besluit-wet van 06 mei 1944, vervangen bij de wet van 30 juni 1961 en gewijzigd bij de wetten van 05 juli 1976 en 10 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1º De inleidende zin van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"Art. 123sexies. § 1. In afwijking van de artikelen 31 en 32, wordt bij de vonnissen of arresten van veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, tot opsluiting van tien tot vijftien jaar, respectievelijk gedurende een langere termijn of tot hechtenis van twintig tot dertig jaar of van vijftien tot twintig jaar (1) wegens een misdrijf of poging tot een misdrijf als omschreven in boek II, titel I, hoofdstuk II van het Strafwetboek, in oorlogstijd gepleegd, tegen de veroordeelden geen ontzetting van de daarin bedoelde rechten uitgesproken, maar brengen die vonnissen of arresten van rechtswege levenslange verval-lenverklaring mee van :".

2º Paragraaf 2, derde lid, eerste zin, wordt vervangen als volgt :

(1) Toepassing van artikel 3, derde, zesde en negende lid van de wet.

"De vervallenverklaringen kunnen worden uitgesproken voor een tijd van tien tot twintig jaar als de straf opsluiting van vijf tot tien jaar of hechtenis van vijf tot tien jaar of van tien tot vijftien jaar is (1) en voor een tijd van vijf tot tien jaar als het een correctie-nele straf betreft.".

Art. 30. In artikel 123septies, § 1, 3°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de besluit-wet van 6 mei 1944 en vervangen bij de wet van 30 juni 1961, worden de woorden "opsluiting of gewone hechtenis" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar of hechtenis van vijf tot tien jaar of van tien tot vijftien jaar".

Art. 59. In artikel 293 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van ten minste zeven jaar" vervangen door de woorden "van zeven tot tien jaar" (2).

Art. 60. Artikel 323, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

(1) Samenvoeging van het elfde en dertiende lid van artikel 3 van de wet.

(2) Toepassing van artikel 3, twaalfde lid, van de wet.

"Art. 323. Indien de vereniging tot doel heeft gehad misdaden te plegen waarop levenslange opsluiting staat of opsluiting van tien tot vijftien jaar of een langere termijn (1), worden de aanstokers tot die vereniging, de hoofden van die bende en degenen die daarin enig bevel hebben gevoerd, gestraft met opsluiting van vijf tot tien jaar."

Hoofdstuk IV Wijzigingen in het Militair Strafwetboek

Art. 107. In artikel 3 van het Militair Strafwetboek, gewijzigd bij de besluit-wet van 11 oktober 1916 en bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden "de straf met dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van tien tot vijftien jaar of gedurende een langere tijd." (2)

Art. 114. In artikel 41 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "opsluiting of dwangarbeid" vervangen door de woorden "tijdelijke opsluiting" (3).

(1) Artikel 3, derde lid, van de wet (zie redactie van het nieuwe artikel 31 van het Strafwetboek).

(2) Toepassing van artikel 3, derde lid.

(3) De tijdelijke opsluiting, bedoeld in het nieuwe artikel 9, van het Strafwetboek, omvat de gevallen bedoeld in artikel 3, derde en twaalfde lid, te weten dwangarbeid en opsluiting in de zin van de huidige tekst.

Art. 117. In artikel 58bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de besluit-wet van 14 september 1918, gewijzigd bij de wetten van 24 juli 1923 en 10 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden "tot dwangarbeid" vervangen door de woorden "tot opsluiting";
- 2° in het tweede lid worden de woorden "met levenslange of tijdelijke hechtenis of dwangarbeid" vervangen door de woorden "met hechtenis van twintig tot dertig jaar, respectievelijk gedurende een kortere tijd, of met opsluiting van tien tot vijftien jaar, respectievelijk gedurende een langere tijd" (1).

Art. 118. Artikel 59 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923, wordt vervangen als volgt :

"Art. 59. Bestaan er verzachtende omstandigheden dan wordt :

Levenslange hechtenis, voorgeschreven in de artikelen 17, 19 tot 21, 31 en 52, vervangen door tijdelijke hechtenis (2).

(1) In de veronderstelling dat de woorden "levenslange of tijdelijke" van de huidige tekst zowel betrekking hebben op hechtenis als op dwangarbeid.

(2) Samenvoeging van het nieuwe artikel 11 van het Strafwetboek en van artikel 3, zesde en zevende lid, van de wet.

Levenslange hechtenis, voorgeschreven in de artikelen 23, 25 en 28, vervangen door ofwel tijdelijke hechtenis (1), ofwel correctionele gevangenisstraf."

Hoofdstuk V Wijziging van de wet van 7 juli 1875 tot bestraffing van het aanbod of het voorstel om bepaalde misdaden te plegen

Art. 119. In artikel 1 van de wet van 7 juli 1875 tot bestraffing van het aanbod of het voorstel om bepaalde misdaden te plegen, gewijzigd bij de wet van 9 april 1930, worden de woorden "de dood of met dwangarbeid" vervangen door de woorden "levenslange hechtenis of levenslange opsluiting, opsluiting van tien tot vijftien jaar, respectievelijk gedurende een langere tijd." (2).

Hoofdstuk VI Wijziging van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel

(1) In de wet wordt niet duidelijk gesteld dat "hechtenis" in dit geval logischerwijze begrepen moet worden als "tijdelijke hechtenis" (zie nieuw artikel 11 van het Strafwetboek). Interpretatie is dus vereist.

(2) Artikel 3, tweede , derde en zesde lid van de wet.

Art. 120. In artikel 1, eerste lid, van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel, gewijzigd bij de wet van 24 juli 1923, wordt het woord "dwangarbeid" geschrapt (1).

Hoofdstuk VIII Wijziging van de wet van 1 mei 1913 tot intrekking van de wet van 4 maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan

Art. 122. Artikel 1, eerste lid, van de wet van 1 mei 1913 tot intrekking van de wet van 4 maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan, wordt vervangen als volgt :

"Art. 1. De veroordeelden tot opsluiting, hechtenis (2) of gevangenisstraf vallen, voor zover de staat van de gevangenen dit toelaat, onder het stelsel van afzondering."

2. Het Coördinatiebureau stelt voor het onderling in overeenstemming brengen van de bepalingen aldus te bewerkstelligen :

-
- (1) Het geval waarin de woorden "dwangarbeid, hechtenis en opsluiting" van de huidige tekst voorzien, lijkt geregeld te worden door de woorden hechtenis en opsluiting in de zin van de wet; de eerstgenoemde woorden hebben immers een algemene betekenis.
- (2) Het geval waarin de woorden "dwangarbeid hechtenis, opsluiting" van de huidige tekst voorzien, lijkt geregeld te worden door de woorden hechtenis en opsluiting in de zin van de wet; de eerstgenoemde woorden hebben immers een algemene betekenis.

"Art. 55. In artikel 266 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "opsluiting, tijdelijke hechtenis en tijdelijke dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting of hechtenis van vijftien tot twintig jaar of gedurende een kortere tijd" (1).

Bij artikel 266 van het Strafwetboek behoort de volgende opmerking te worden gemaakt. Er dient een parallel gemaakt te worden tussen opsluiting en hechtenis. De omzetting heeft evenwel een verschil tot gevolg tussen tijdelijke opsluiting, die tot dertig jaar kan duren en hechtenis, die niet langer dan twintig jaar kan duren. Het woord "hechtenis" moet zo worden uitgelegd dat het "tijdelijke hechtenis" betekent, die bijgevolg tot dertig jaar kan duren.

3. Door het Coördinatiebureau wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 72. Artikel 377 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912 en gewijzigd bij de wetten van 14 mei 1937 en 4 juli 1989, wordt vervangen als volgt :

"Art. 377. Is de schuldige een bloedverwant in opgaande lijn; behoort hij tot degenen die over het slachtoffer gezag hebben; heeft hij misbruik gemaakt van het gezag of de faciliteiten die zijn functie hem verlenen; is hij geneesheer, heelkundige, verloskundige of officier van gezondheid aan wie het kind ter verzorging was toevertrouwd; of is de schuldige, wie hij ook zij, in de gevallen van de

(1) Samenvoeging van het vijfde, zevende en twaalfde lid van artikel 3 van de wet.

artikelen 373, 375 en 376, door een of meer personen geholpen in de uitvoering van de misdaad of van het wanbedrijf, dan worden de straffen bepaald als volgt :

In de gevallen omschreven in artikel 372, eerste lid, en in artikel 373, tweede lid, is de straf opsluiting van tien tot vijftien jaar.

In het geval omschreven in artikel 373, eerste lid, wordt het minimum van de gevangenisstraf verdubbeld.

In de gevallen omschreven in artikel 373, derde lid, artikel 375, vierde lid, en artikel 376, derde lid, is de straf opsluiting van twaalf tot vijftien jaar.

In het geval omschreven in artikel 375, eerste lid, (1) is de straf opsluiting van zeven tot tien jaar.

In de gevallen omschreven in artikel 375, vijfde en zesde lid, en in artikel 376, tweede lid, is de straf opsluiting van zeventien tot twintig jaar."

De omzetting, in artikel 377 van het Strafwetboek, is die van de opsluiting van twaalf tot vijftien jaar.

(1) In de Franse tekst van artikel 377 wordt verwezen naar paragrafen van de artikelen 372, 373 en 375. Deze artikelen bevatten evenwel slechts leden, zoals blijkt uit andere verwijzingen van diezelfde tekst naar die bepalingen. In het kader van zijn machtiging komt het evenwel de Koning niet toe die verwijzingen te corrigeren.

De wetgever moet de gelegenheid te baat nemen om de dubbelzinnigheid op te heffen die blijkt uit de redactie van het voormelde artikel en moet duidelijk vermelden :

- 1° dat de opsluiting waarin artikel 373, derde lid, artikel 375, vierde lid en artikel 376, derde lid, voorzien twaalf tot vijftien jaar bedraagt;
- 2° dat de opsluiting waarin artikel 375, eerste lid, voorziet, zeven tot tien jaar bedraagt;
- 3° dat de opsluiting waarin artikel 375, vijfde en zesde lid, en artikel 376, tweede lid, voorzien zeventien tot twintig jaar bedraagt.

4. Het Coördinatiebureau stelt voor het onderling in overeenstemming brengen van de bepalingen aldus te bewerkstelligen :

"Art. 100. In artikel 518 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden "of tijdelijke dwangarbeid" vervangen door de woorden "van vijftien tot twintig jaar of gedurende een kortere tijd;" (1).

(1) Samenvoeging van het vijfde en twaalfde lid van artikel 3 van de wet.

Bij het redigeren van het tweede lid van artikel 518 van het Strafwetboek, was het door de wetgever beoogde doel de mogelijkheid te openen om het maximum van alle tijdelijke criminele straffen te verzwaren met twee jaar, welk doel de wet van 10 juli 1996 niet volledig bereikt, aangezien de automatische omzetting van de in de laatstgenoemde wet gebruikte bewoordingen ertoe leidt dat niet wordt voorzien in het verzwaren van de zwaarste criminele straf, namelijk opsluiting van twintig tot dertig jaar.

*

* *

III. ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT

Koninklijk besluit betreffende het in overeenstemming brengen van de geldende wetsbepalingen met de wet van 10 juli 1996 tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminele straffen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE
GROET

Gelet op de wet van 10 juli 1996 tot afschaffing van de doodstraf en tot wijziging van de criminele straffen, inzonderheid op artikel 24;

.../...

Gelet op de wet van ... (hier de bij het ontwerp gewijzigde teksten overnemen);

Gelet op het ontwerp en het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Hoofdstuk I Wijzigingen in de wet van 12 maart 1858 betreffende de misdaden en wanbedrijven die afbreuk doen aan de internationale betrekkingen

Artikel 1. In artikel 1, eerste lid, van de wet van 12 maart 1858 betreffende de misdaden en wanbedrijven die afbreuk doen aan de internationale betrekkingen worden de woorden "tijdelijken dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van vijftien tot twintig jaar of van tien tot vijftien jaar" (1).

Art. 2. In artikel 2 van dezelfde wet wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

(1) Wet van 10 juli 1996 (hierna te noemen "de wet"), art. 3, vijfde lid; de verwijzingen naar het achtste en tiende lid zijn niet toepasselijk.

Hoofdstuk II Wijzigingen in het Strafwetboek

Art. 3. Artikel 18 van het Strafwetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 18. Het arrest houdende veroordeling tot levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, tot opsluiting of hechtenis van twintig tot dertig jaar wordt bij uittreksel gedrukt en aangeplakt in de gemeente waar de misdaad is gepleegd en in die waar het arrest is geweest."

Art. 4, 5 en 6. (Zie de omtrent dit artikel gemaakte bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 7. In artikel 32 van hetzelfde Wetboek worden tussen de woorden "opsluiting" en "of" de woorden "van vijf tot tien jaar" ingevoegd.

Art. 8. Artikel 54 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 54. Hij die, na tot een criminele straf te zijn veroordeeld, een misdaad pleegt die strafbaar is met opsluiting van vijf tot tien jaar, kan worden veroordeeld tot opsluiting van tien tot vijftien jaar.

.../...

Indien de misdaad strafbaar is met opsluiting van tien tot vijftien jaar, kan de schuldige worden veroordeeld tot opsluiting van vijftien tot twintig jaar.

Hij wordt veroordeeld tot ten minste zeventien jaar opsluiting indien de misdaad strafbaar is met opsluiting van vijftien tot twintig jaar."

Art. 9. In artikel 55, tweede en derde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "buitengewone hechtenis" vervangen door de woorden "hechtenis van vijftien tot twintig jaar".

Art. 10, 11, 12 en 13. (zie de omtrent dit artikel gemaakte bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 14. In artikel 101 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

Art. 15. Artikel 102 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 102. De aanslag op het leven van de vermoedelijke troonopvolger wordt gestraft met levenslange opsluiting.

.../...

De aanslag op zijn persoon wordt gestraft met opsluiting van twintig tot dertig jaar.

De aanslag op zijn persoon wordt gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar indien hij geen schending van zijn vrijheid tot gevolg heeft en bij hem noch bloedstorting, noch verwonding, noch ziekte veroorzaakt."

Art. 16. Artikel 103, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen als volgt :

"De aanslag op hun persoon wordt gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar; hij wordt gestraft met opsluiting van vijf tot tien jaar indien hij geen schending van hun vrijheid ten gevolge heeft en bij hen noch bloedstorting, noch verwonding, noch ziekte veroorzaakt."

Art. 17. In artikel 104 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "levenslange hechtenis" vervangen door de woorden "hechtenis van twintig tot dertig jaar".

Art. 18. In artikel 106 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 19. Artikel 107 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

.../...

"Art. 107. Samenspanning tegen het leven of tegen de persoon van de vermoedelijke troonopvolger wordt gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar indien er een daad op gevolgd is om de uitvoering ervan voor te bereiden, en met opsluiting van vijf tot tien jaar in het tegenovergestelde geval."

Art. 19. In de artikelen 108 en 112 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 20. Artikel 114 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 augustus 1914, gewijzigd bij de wetten van 10 december 1937 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 114. Hij die met een vreemde mogendheid of met enige persoon die in het belang van een vreemde mogendheid handelt, kuiperijen pleegt of in verstandhouding treedt met het oogmerk om die mogendheid tot het voeren van oorlog tegen België te bewegen of om haar daartoe middelen te verschaffen, wordt gestraft met hechtenis van twintig tot dertig jaar. Indien daaruit vijandelijkheden zijn gevolgd, wordt hij gestraft met levenslange hechtenis."

Art. 21. In artikel 115, § 1, zesde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de besluit-wet van 11 oktober 1916 en gewijzigd bij de wet van 10 december 1937, worden de woorden "levenslange hechtenis" vervangen door de woorden "hechtenis van twintig tot dertig jaar".

Art. 22. In artikel 118 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 19 juli 1934 en gewijzigd bij de wet van 10 december 1937, worden de woorden "buitengewone hechtenis" vervangen door de woorden "hechtenis van vijftien tot twintig jaar".

Art. 23. In artikel 120sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 14 augustus 1914, vervangen bij de wet van 19 juli 1934 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden "buitengewone hechtenis" vervangen door de woorden "hechtenis van vijftien tot twintig jaar".

Art. 24. Artikel 121 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de besluit-wet van 11 oktober 1916 en gewijzigd bij de wetten van 13 december 1944 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 121. Hij die verspieters of op verkenning uitgezonden vijandelijke soldaten, die hem als zodanig bekend zijn, verbergt of doet verbergen, wordt gestraft met levenslange opsluiting.

Hij die vijandelijke agenten of soldaten, weerbaar of gewond, verbergt of doet verbergen, of die hun te hulp komt om hen in de mogelijkheid te stellen zich aan de overheid te onttrekken, wordt gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar. Bij staat van beleg wordt het misdrijf gestraft met levenslange opsluiting.

.../...

Hij die een onderdaan van een vijandelijke of met de vijand verbonden mogendheid verbergt of doet verbergen, of die hem te hulp komt om hem in de mogelijkheid te stellen zich aan de overheid te onttrekken, wordt gestraft met opsluiting van vijf tot tien jaar. Bij staat van beleg wordt het misdrijf gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar.

Hij die personen verbergt of doet verbergen van wie hij weet dat zij vervolgd worden of veroordeeld zijn wegens een van de misdrijven omschreven in boek II, titel I, hoofdstuk II van het Strafwetboek en in de artikelen 17 en 18 van de wet van 27 mei 1870 houdende het Militair Strafwetboek, of die hun te hulp komt om hen in de mogelijkheid te stellen zich aan het gerecht te onttrekken, wordt gestraft met de op dat misdrijf gestelde straf, zonder dat evenwel de uitgesproken straf vijftien jaar opsluiting of hechtenis mag te boven gaan.

De bepaling van het vorige lid is niet van toepassing op bloedverwanten in opgaande of nederdalende lijn, echtgenoten, zelfs na echtscheiding, broers of zusters, noch op aanverwanten in dezelfde graden van de daders van of de medeplichtigen aan de bedoelde misdrijven."

Art. 25. Artikel 121bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de besluit-wet van 8 april 1917, vervangen bij de besluit-wet van 17 december 1942 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

.../...

"Art. 121bis. Met opsluiting van vijf tot tien jaar wordt gestraft hij die wetens, door aangifte van een werkelijk of denkbeeldig feit, enige persoon aan opsporingen, vervolgingen of gestrengheden van de vijand blootstelt.

Hij wordt gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar, indien de aangifte voor enige persoon vrijheidsberoving van meer dan een maand ten gevolge heeft, en zulks niet veroorzaakt is door een andere aangifte.

Hij wordt gestraft met levenslange opsluiting, indien de aangifte voor enige persoon ter oorzaak van de ondergane hechtenis of behandeling ten gevolge heeft hetzij de dood, hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledige verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking, en zulks niet veroorzaakt is door een andere aangifte."

Art. 26. Artikel 122 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de besluit-wet van 11 oktober 1916 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 122. Wanneer zaken in brand gestoken of door enigerlei middel vernield worden met het oogmerk de vijand te begunstigen, worden de straffen die bij titel IX, hoofdstuk III, op deze feiten gesteld zijn, vervangen als volgt :

Gevangenisstraf door opsluiting van tien tot vijftien jaar;

.../...

Opsluiting van vijf tot tien jaar door opsluiting van vijftien tot twintig jaar;

Opsluiting van tien tot vijftien jaar door opsluiting van twintig tot dertig jaar;

Opsluiting van vijftien jaar en meer door levenslange opsluiting;

Poging tot brandstichting of vernieling wordt beschouwd als zijnde de misdaad zelf."

Art. 27. (Zie de omtrent dit artikel gemaakte bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 28. In artikel 123quater, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1934 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 29 en 30. (Zie de omtrent deze artikelen gemaakte bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 31. In artikel 124, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "buitengewone hechtenis" vervangen door de woorden "hechtenis van vijftien tot twintig jaar".

.../...

Art. 32. Artikel 125 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 125. De aanslag met het oogmerk om verwoesting, mensenslachting of plundering in een of meer gemeenten aan te richten, wordt gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar.

De samenspanning met hetzelfde oogmerk gesmeed, wordt gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar indien enige daad is gepleegd om de uitvoering ervan voor te bereiden; met opsluiting van vijf tot tien jaar in het tegenovergestelde geval."

Art. 33. In artikel 128 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "buitengewone hechtenis" vervangen door de woorden "hechtenis van vijftien tot twintig jaar".

Art. 34. In artikel 129 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 35. In artikel 133 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 36. In artikel 154 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

.../...

Art. 37. In artikel 160 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 12 juli 1932, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 38. In artikel 161 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 39. In artikel 171 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 40. In artikel 172 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art 41. In artikel 173 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 maart 1953, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 42. In artikel 174 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 12 juli 1932, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

.../...

Art. 43. Artikel 175 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 175. De namakers of vervalsers hetzij van aandelen, schuldbrieven of andere effecten die wettig zijn uitgegeven door provincies, gemeenten, openbare besturen of instellingen, onder welke benaming ook, door vennootschappen of bijzondere personen, hetzij van rente of dividendbewijzen behorende tot die verschillende effecten, worden gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar indien de uitgifte in België heeft plaatsgehad, en met opsluiting van vijf tot tien jaar indien de uitgifte heeft plaatsgehad in het buitenland;".

Art. 44. In artikel 179 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 45. In artikel 180 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 3 maart 1953, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 46. In artikel 186, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

.../...

Art. 47. In de artikelen 194 en 195 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "dwangarbeid " vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 48. In de artikelen 196, 208 en 215 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 49. Artikel 216 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 216. Indien de beschuldigde veroordeeld is tot hechtenis van meer dan tien jaar of tot tijdelijke opsluiting van meer dan tien jaar, wordt de valse getuige die te zijnen nadele getuigd heeft, gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar.

Hij wordt gestraft met opsluiting van twintig tot dertig jaar indien de beschuldigde tot levenslange opsluiting veroordeeld is."

Art. 50. In artikel 235 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "buitengewone hechtenis" vervangen door de woorden "hechtenis van vijftien tot twintig jaar".

.../...

Art. 51. In de artikelen 240, 241 en 243 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 52. In artikel 249 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 53. In artikel 250 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 54. Artikel 256, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"In dat geval echter wordt de levenslange opsluiting vervangen door opsluiting van twintig tot dertig jaar".

Art. 55. (Zie de omtrent dit artikel gemaakte bijzondere opmerking nr. 2).

Art. 56. In artikel 272, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

.../...

Art. 57. Artikel 285 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 285. Indien de verbroken zegels waren gelegd op papieren of zaken van iemand die verdacht, beklaagd of beschuldigd was van een misdaad waarop levenslange opsluiting of levenslange hechtenis, opsluiting van twintig tot dertig jaar of hechtenis van twintig tot dertig jaar is gesteld, of van iemand die tot een van die straffen was veroordeeld, wordt de nalatige bewaarder gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar.".

Art. 58. In artikel 292 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 59. (Zie de omtrent dit artikel gemaakte bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 60. (Zie de omtrent dit artikel gemaakte bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 61. In artikel 331bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

.../...

Art. 62. In artikel 336 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 63. Artikel 337 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 337. Indien de ontvluchting of de poging tot ontvluchting geschiedt met geweld, bedreiging of gevangenisbraak, worden degenen die ze bevorderd hebben door het verschaffen van wapens, gestraft met de volgende straffen :

In de bij artikel 333 vermelde omstandigheden, de aangestelden met opsluiting van vijf tot tien jaar, en de andere personen met gevangenisstraf van twee tot vijf jaar;

In de bij artikel 334 vermelde omstandigheden, de aangestelden met opsluiting van tien tot vijftien jaar en de andere personen met opsluiting van vijf tot tien jaar."

Art. 64. In artikel 347bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 2 juli 1975 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar";

.../...

2° in het derde lid wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 65. In artikel 348 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1990, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 66. Artikel 352 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 3 april 1990, wordt vervangen als volgt :

"Art. 352. Wanneer de middelen, gebruikt met het oogmerk om vruchtafdrijving te verwekken, de dood tot gevolg hebben, wordt hij die ze met dat oogmerk heeft aangewend of aangewezen, veroordeeld tot opsluiting van vijf tot tien jaar indien de vrouw daarin weliswaar heeft toegestemd doch de ingreep werd verricht buiten de voorwaarden gesteld in artikel 350, en tot opsluiting van tien tot vijftien jaar indien zij daar niet in heeft toegestemd".

Art. 67. Artikel 360 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912, wordt vervangen als volgt :

"Art. 360. Indien de verlating, in de twee vorige artikelen omschreven, verminking of gebrekkigheid van het kind of de onbekwame ten gevolge heeft, worden de schuldigen gestraft met opsluiting van vijf tot tien jaar.

.../...

Indien de verlating de dood ten gevolge heeft, worden de schuldigen gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar."

Art. 68. In de artikelen 363, 364 en 369 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 69. In de artikelen 372 en 373 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar" en wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 70. Het derde tot het zevende lid van artikel 375 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 15 mei 1912, gewijzigd bij de wetten van 14 mei 1937 en 4 juli 1989, worden vervangen als volgt :

"Met opsluiting van vijf tot tien jaar wordt gestraft eenieder die de misdaad van verkrachting pleegt.

Wordt de misdaad gepleegd op de persoon van een kind boven de volle leeftijd van zestien jaar, dan wordt de schuldige gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar.

.../...

Wordt de misdaad gepleegd op de persoon van een kind boven de volle leeftijd van veertien jaar en beneden die van zestien jaar, dan wordt de schuldige gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar.

Als verkrachting met behulp van geweld wordt beschouwd elke daad van seksuele penetratie, van welke aard en met welk middel ook, die gepleegd wordt op de persoon van een kind dat de volle leeftijd van veertien jaar niet heeft bereikt. In dat geval is de straf opsluiting van vijftien tot twintig jaar.

De straf is opsluiting van twintig tot dertig jaar indien het kind geen volle tien jaar oud is."

Art. 71. Artikel 376 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 4 juli 1989, wordt vervangen als volgt :

"Art. 376. Indien de verkrachting of de aanranding van de eerbaarheid de dood veroorzaakt van de persoon op wie zij is gepleegd, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van twintig tot dertig jaar.

Indien de verkrachting of de aanranding van de eerbaarheid is voorafgegaan door of gepaard gegaan is met lichamelijke foltering of opsluiting, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar.

.../...

Indien de verkrachting of de aanranding van de eerbaarheid gepleegd is op een persoon die wegens zwangerschap, een ziekte dan wel een lichamelijk of geestelijk gebrek of onvolwaardigheid bijzonder kwetsbaar is, of onder bedreiging van een wapen of een op een wapen gelijkend voorwerp, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar."

Art. 72. (Zie de omtrent dit artikel gemaakte bijzondere opmerking nr. 3).

Art. 73. Artikel 379 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 13 april 1995, wordt vervangen als volgt :

"Art. 379. Hij die een aanslag tegen de zeden pleegt doordat hij, teneinde andermans driften te voldoen, de ontucht, het bederf of de prostitutie van een minderjarige van het mannelijke of het vrouwelijke geslacht opwekt, begunstigt of vergemakkelijkt, wordt gestraft met opsluiting van vijf tot tien jaar en met geldboete van vijfhonderd tot vijftwintigduizend frank.

Hij wordt gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar en met geldboete van vijfhonderd tot vijftigduizend frank indien de minderjarige geen volle zestien jaar oud is.

.../...

De straf is opsluiting van vijftien tot twintig jaar en geldboete van duizend frank tot honderdduizend frank indien de minderjarige geen volle tien jaar oud is."

Art. 74. In de artikelen 380bis, §§ 3, 4 en 5, en 381bis van hetzelfde Wetboek, beide vervangen bij de wet van 13 april 1995, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 75. In artikel 383bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1 wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar";
- 2° in paragraaf 3 wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 76. In artikel 391 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 77. In artikel 393 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

.../...

Art. 78. In artikel 400 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 79. Artikel 401 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 401. Wanneer de slagen of verwondingen opzettelijk worden toegebracht, maar zonder het oogmerk om te doden, en toch de dood veroorzaken, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van vijf tot tien jaar.

Hij wordt gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar indien hij die gewelddaden met voorbedachten rade pleegt."

Art. 80. In artikel 403 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 81. In artikel 404 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 82. In artikel 406 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

.../...

Art. 83. Artikel 407 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 407. Indien het feit verwondingen als bedoeld in artikel 399 ten gevolge heeft, wordt de schuldige veroordeeld tot opsluiting van tien tot vijftien jaar. Hij wordt veroordeeld tot opsluiting van vijftien tot twintig jaar indien het verwondingen betreft als bedoeld in artikel 400.".

Art. 84. In artikel 408 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

Art. 85. In artikel 414 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

Art. 86. In artikel 437 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 87. Artikel 438 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

.../...

"Art. 438. Wanneer de aangehouden of gevangen gehouden persoon lichamelijk gefolterd wordt, wordt de schuldige gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar.

De straf is opsluiting van vijftien tot twintig jaar indien de folteringen hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledige verlies van het gebruik van een orgaan, hetzij een zware verminking ten gevolge hebben.

Indien de folteringen de dood ten gevolge hebben, wordt de schuldige veroordeeld tot opsluiting van twintig tot dertig jaar."

Art. 88. In de artikelen 467 en 468 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 89. In de artikelen 471 en 472 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 2 juli 1975, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 90. In artikel 473 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 2 juli 1975, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

- 1° in het eerste lid wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting";
- 2° in het derde lid worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

Art. 91. In artikel 474 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 2 juli 1975, worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

Art. 92. In artikel 477 van hetzelfde Wetboek, opnieuw opgenomen bij de wet van 17 april 1986, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 93. In de artikelen 477bis, 477ter en 477quinquies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 94. In artikel 477sexies van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986, worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

.../...

Art. 95. In artikel 488bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 17 april 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1 wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar";
- 2° in de paragrafen 2 en 3 wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 96. In artikel 489 van hetzelfde Wetboek wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 97. Artikel 506 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 506. Ingeval de straf, toepasselijk op de daders van de misdaad, levenslange opsluiting of opsluiting van twintig tot dertig jaar is, worden de in het vorige artikel bedoelde helers veroordeeld tot opsluiting van vijf tot tien jaar indien bevonden wordt dat zij ten tijde van de heling kennis droegen van de omstandigheden waaraan de wet levenslange opsluiting of opsluiting van twintig tot dertig jaar verbindt.".

.../...

Art. 98. In de artikelen 510 en 511 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 99. Artikel 513 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963, wordt vervangen als volgt :

"Art. 513. Wordt de brand bij nacht gesticht, dan worden de bij de artikelen 510 tot 512 bepaalde straffen vervangen als volgt :

Opsluiting van vijftien tot twintig jaar, door opsluiting van twintig tot dertig jaar;

Opsluiting van tien tot vijftien jaar, door opsluiting van vijftien tot twintig jaar;

De gevangenisstraf en de geldboete, bij artikel 511, tweede lid, en artikel 512, eerste lid, bepaald, door opsluiting van vijf tot tien jaar;

De gevangenisstraf en de geldboete, bij artikel 512, tweede lid, bepaald, door gevangenisstraf van een jaar tot vier jaar en geldboete van vijftig frank tot vijfhonderd frank."

Art. 100. (Zie de omtrent dit artikel gemaakte bijzondere opmerking nr. 4).

.../...

Art. 101. In artikel 521 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 7 juni 1963, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 102. Artikel 525 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 525. Wanneer de feiten, in de twee vorige artikelen omschreven, gepleegd worden in vereniging of in bende en met behulp van gewelddaden, feitelijkheden of bedreigingen, worden de schuldigen gestraft met opsluiting van vijf tot tien jaar.

De hoofden en de aanstokers worden veroordeeld tot opsluiting van tien tot vijftien jaar en tot geldboete van vijfhonderd frank tot vijfduizend frank."

Art. 103. Artikel 529 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 529. Indien het feit gepleegd wordt in vereniging of in bende, is de straf opsluiting van vijf tot tien jaar.

De hoofden en de aanstokers worden gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar".

.../...

Art. 104. Artikel 530 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 530. Vernieling of beschadiging van andermans roerende eigendommen, gepleegd met behulp van geweld of bedreiging, in een bewoond huis of in de aanhorigheden ervan, en met een van de omstandigheden van artikel 471, wordt gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar.

De straf zal niet minder zijn dan twaalf jaar indien de misdaad in vereniging of in bende gepleegd wordt.

De hoofden en de aanstokers worden gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar."

Art. 105. Artikel 547 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 547. Met opsluiting van tien tot vijftien jaar worden gestraft zij die kwaadwillig of bedrieglijk de werken van een mijn geheel of ten dele onder water zetten.

Indien de schuldige op grond van de omstandigheden moest vermoeden dat een of meer personen zich op het ogenblik van de overstroming in de mijn bevonden, wordt hij veroordeeld tot opsluiting van vijftien tot twintig jaar."

.../...

Hoofdstuk III Wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden

Art. 160. Artikel 2, derde lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, gewijzigd bij de wetten van 1 februari 1977, 6 februari 1985, 11 juli 1994 en 13 april 1995, wordt vervangen als volgt :

"Alleen in de volgende gevallen kan de raadkamer wegens verzachtende omstandigheden verwijzen of het openbaar ministerie rechtstreeks dagvaarden of oproepen :

- 1° als de in de wet bepaalde straf twintig jaar opsluiting niet te boven gaat;
- 2° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 347bis van het Strafwetboek, wanneer de gijzeling voor de gegijzelden geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid;
- 3° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 472 van het Strafwetboek die met toepassing van artikel 473 van hetzelfde Wetboek met opsluiting van twintig tot dertig jaar wordt gestraft, wanneer het geweld of de bedreiging voor het slachtoffer geen andere gevolgen heeft dan een blijvende fysieke of psychische ongeschiktheid;
- 4° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 510 van het Strafwetboek, die met toepassing van artikel 513, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt gestraft met opsluiting van twintig tot dertig jaar omdat de brand bij nacht is gesticht;

.../...

- 5° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 518, eerste lid, van het Strafwetboek, die met toepassing van het tweede lid van hetzelfde artikel gestraft wordt met tweeëntwintig jaar opsluiting;
- 6° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 530, laatste lid, van het Strafwetboek, die met toepassing van artikel 531 van hetzelfde Wetboek wordt gestraft met twintig tot dertig jaar opsluiting wanneer het geweld of de bedreiging voor het slachtoffer geen andere gevolgen heeft dan een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid bepaald in artikel 400 van hetzelfde Wetboek;
- 7° als het gaat om een misdaad bedoeld in artikel 375, laatste lid, van het Strafwetboek."

Hoofdstuk IV Wijzigingen in het Militair Strafwetboek

Art. 107. (Zie de bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 108. Artikel 16 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1914, 19 juli 1934 en 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 16. De straffen gesteld bij de voormelde artikelen van dit Wetboek worden aldus vervangen :

.../...

Gevangenisstraf, door hechtenis van vijf tot tien jaar of door opsluiting van vijf tot tien jaar;

Hechtenis van vijf tot tien jaar, door hechtenis van tien tot vijftien jaar;

Opsluiting van vijf tot tien jaar, door opsluiting van tien tot vijftien jaar;

Hechtenis van tien tot vijftien jaar, door hechtenis van vijftien tot twintig jaar;

Opsluiting van tien tot vijftien jaar, door opsluiting van vijftien tot twintig jaar;

Hechtenis van vijftien tot twintig jaar, door hechtenis van twintig tot dertig jaar;

Opsluiting van vijftien tot twintig jaar, door opsluiting van twintig tot dertig jaar;

Hechtenis van twintig tot dertig jaar en opsluiting van twintig tot dertig jaar, door levenslange opsluiting;

De schuldige wordt bovendien veroordeeld tot militaire degradatie."

Art. 109. In artikel 30 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 110. Artikel 33, derde lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923, wordt vervangen als volgt :

"In het geval omschreven in artikel 400 wordt hij veroordeeld tot opsluiting van vijf tot tien jaar, en in het geval omschreven in artikel 401 van het voornoemde Wetboek, tot opsluiting van tien tot vijftien jaar."

Art. 111. Artikel 35 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 35. Gewelddaden door een militair tegen zijn meerdere gepleegd, worden gestraft met :

Gevangenisstraf van twee tot vier jaar in het geval omschreven in artikel 399;

Opsluiting van vijf tot tien jaar, in het geval van artikel 400;

Opsluiting van tien tot vijftien jaar, in het geval van artikel 401 van het gewone Strafwetboek."

Art. 112. Artikel 36 van hetzelfde Strafwetboek wordt vervangen als volgt :

.../...

"Art. 36. Indien de gewelddaden bedoeld in het vorige artikel gepleegd zijn tijdens of ter gelegenheid van de dienst, worden de bij dit artikel voorgeschreven straffen vervangen :

Gevangenisstraf, door opsluiting van vijf tot tien jaar;

Opsluiting van vijf tot tien jaar, door opsluiting van tien tot vijftien jaar;

Opsluiting van tien tot vijftien jaar, door opsluiting van vijftien tot twintig jaar".

Art. 113. Artikel 39 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 39. Indien de gewelddaden die een militair in oorlogstijd en in het werkdadig leger tegen zijn meerdere gepleegd heeft, ziekte of onbekwaamheid tot persoonlijke arbeid hebben veroorzaakt, wordt de schuldige veroordeeld tot opsluiting van vijftien tot twintig jaar.

In het geval van artikel 401, § 1, van het gewone Strafwetboek wordt hij veroordeeld tot opsluiting van twintig tot dertig jaar.

De straf is levenslange opsluiting met militaire degradatie in het geval van artikel 401, § 2, van het genoemde Wetboek."

.../...

Art. 114. (Zie de bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 115. In artikel 50 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 116. In artikel 51 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de besluitwet van 11 oktober 1916, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 117. (Zie de bijzondere opmerking nr. 1).

Art. 118. Artikel 59 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 juli 1923, wordt vervangen als volgt :

"Art. 59. Bestaan er verzachtende omstandigheden, dan wordt :

(Wat de eerste twee leden betreft, zie de daaromtrent gemaakte bijzondere opmerking nr. 1).

In de eerste twee gevallen wordt de hechtenis gesteld in de artikelen 28, 31 en 51 vervangen door correctionele gevangenisstraf, en in het derde geval hetzij door hechtenis van kortere duur, hetzij door correctionele gevangenisstraf.

.../...

Opsluiting van vijf tot tien jaar, gesteld in de artikelen 30, 50 en 51, wordt vervangen door correctionele gevangenisstraf.

Militaire degradatie wordt vervangen door afzetting indien de schuldige officier is.

Afzetting wordt vervangen door tuchtstraffen, die kunnen worden verhoogd tot vijfmaal het maximum voorgeschreven bij het tuchtreglement.

Militaire gevangenisstraf wordt vervangen, hetzij door een militaire gevangenisstraf van kortere duur, hetzij door tuchtstraffen die kunnen worden verhoogd tot tweemaal het maximum voorgeschreven bij het tuchtreglement."

Hoofdstuk V Wijziging van de wet van 7 juli 1875 tot bestraffing van het aanbod of het voorstel om bepaalde misdaden te plegen

Art. 119. (Zie de bijzondere opmerking nr. 1).

Hoofdstuk VI Wijziging van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling in het strafstelsel

Art. 120. (Zie de bijzondere opmerking nr. 1).

.../...

Hoofdstuk VII Wijziging van de wet van 30 mei 1892 op het hypnotisme

Art. 121. In artikel 3 van de wet van 30 mei 1892 op het hypnotisme wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Hoofdstuk VIII Wijziging van de wet van 1 mei 1913 tot intrekking van de wet van 4 maart 1870 betreffende de vermindering der straffen onder het stelsel der afzondering ondergaan

Art. 122. (Zie de bijzondere opmerking nr. 1).

Hoofdstuk IX Wijziging van de besluitwet van 13 november 1915 met betrekking tot de vrijwillige verminkingen in oorlogstijd

Art. 123. In artikel 2 van de besluitwet van 13 november 1915 met betrekking tot de vrijwillige verminkingen in oorlogstijd wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Hoofdstuk X Wijziging van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica

.../...

Art. 124. In artikel 2bis van de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen en verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, ingevoegd bij de wet van 9 juli 1975 en gewijzigd bij de wet van 14 juli 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 2 wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar";
- 2° in de paragrafen 3 en 4 wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Hoofdstuk XI Wijzigingen in de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij

Art. 125. In de artikelen 28 en 29 van de wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het Tucht- en Strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Art. 126. Artikel 33 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

"Art. 33. Zij die zich door bedrog, geweld of bedreigingen jegens de kapitein meester maken van het schip, worden gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar.

.../...

Zijn zij officier of leider van de samenspanning, dan worden zij gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar."

Art. 127. In artikel 34 van dezelfde wet worden de woorden "dwangarbeid van vijftien jaar tot twintig jaar of levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van vijftien tot twintig jaar of van twintig tot dertig jaar".

Art. 128. In artikel 35 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

Art. 129. In artikel 66 van dezelfde wet wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Art. 130. Artikel 68 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Art. 68. Iedere kapitein die daden van zeeroverij pleegt, wordt gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar.

De opvarenden, schuldig aan dezelfde feiten, worden gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar.

.../...

Indien in het geval bedoeld in de vorige leden onvrijwillige doding heeft plaatsgehad, is de straf opsluiting van twintig tot dertig jaar.

Heeft vrijwillige doding plaatsgehad, dan worden de schuldigen gestraft met levenslange opsluiting."

Art. 131. In artikel 70 van dezelfde wet wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Hoofdstuk XII Wijziging van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen

Art. 132. In artikel 207 van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, gewijzigd bij de wet van 24 maart 1978, wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Hoofdstuk XIII Wijziging van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart

Art. 133. In artikel 30 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, vervangen bij de wet van 20 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

- 1° in de inleidende zin van paragraaf 1 wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting";
- 2° in de inleidende zin van paragraaf 2 worden de woorden "levenslange dwangarbeid" vervangen door de woorden "opsluiting van twintig tot dertig jaar".

Hoofdstuk XIV Wijziging van de besluitwet van 13 mei 1940 betreffende de verscherping der bestraffing van sommige gedurende de tijd van oorlog gepleegde feiten

Art. 134. Artikel 1 van de besluitwet van 13 mei 1940 betreffende de verscherping der bestraffing van sommige gedurende de tijd van oorlog gepleegde feiten, gewijzigd bij de wet van 10 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

"Artikel 1. Wanneer in oorlogstijd, zoals deze is omschreven bij artikel 58 van de wet van 15 juni 1899, diefstallen, vernielingen of beschadigingen van andermans roerende eigendommen worden begaan, hetzij in de plaatsen die door de inwoners wegens oorlogsomstandigheden ontruimd zijn, hetzij tijdens de verduistering van de lichten in de plaatsen waar die verduistering door de bevoegde overheid is bevolen, worden de straffen die tegen de daders van die feiten worden gesteld in boek II, titel IX, hoofdstuk I en hoofdstuk III, afdeling IV, van het Strafwetboek, vervangen :

Gevangenisstraf door opsluiting van tien tot vijftien jaar;
Opsluiting van vijf tot tien jaar door opsluiting van vijftien tot twintig jaar;

.../...

Opsluiting van tien tot vijftien jaar door opsluiting van twintig tot dertig jaar;

Opsluiting van vijftien tot twintig jaar en opsluiting van twintig tot dertig jaar door levenslange opsluiting."

Hoofdstuk XV Wijziging van de wet van 4 augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie

Art. 135. In artikel 3 van de wet van 4 augustus 1955 betreffende de veiligheid van de Staat op het gebied van de kernenergie wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Hoofdstuk XVI Wijziging van de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen

Art. 136. In artikel 6 van de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

.../...

Hoofdstuk XVII Wijziging van de wet van 26 december 1956 op de postdienst

Art. 137. In artikel 30 van de wet van 26 december 1956 op de postdienst wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Hoofdstuk XVIII Wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming

Art. 138. In artikel 50, § 2, 3°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, vervangen bij de wet van 2 februari 1994, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Hoofdstuk XIX Wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

Art. 139. In artikel 77bis van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar";

.../...

- 2° in paragraaf 3 wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Hoofdstuk XX Wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden

Art. 140. In artikel 4 van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, gewijzigd bij de wet van 12 april 1994, wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

Hoofdstuk XXI Wijziging van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden

Art. 141. In artikel 34 van de wet van 17 juli 1989 betreffende de economische samenwerkingsverbanden wordt het woord "opsluiting" vervangen door de woorden "opsluiting van vijf tot tien jaar".

Hoofdstuk XXII Wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis

Art. 142. In artikel 24 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis wordt het woord "dwangarbeid" vervangen door het woord "opsluiting".

.../...

Hoofdstuk XXIII Wijziging van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van de ernstige inbreuken op de internationale verdragen van Genève van 12 augustus 1949 en op de aanvullende protocollen I en II bij die verdragen, van 8 juni 1977

Art. 143. Artikel 2 van de wet van 16 juni 1993 betreffende de bestraffing van de ernstige inbreuken op de internationale verdragen van Genève van 12 augustus 1949 en op de aanvullende protocollen I en II bij die verdragen, van 8 juni 1977 wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. De onder 1°, 2° en 11° tot 15° van artikel 1 omschreven misdrijven worden gestraft met de hoogste straf in criminele zaken bepaald door het Militair Strafwetboek.

De onder 3° en 10° van hetzelfde artikel omschreven misdrijven worden gestraft met opsluiting van twintig tot dertig jaar. Ze worden gestraft met de hoogste straf in criminele zaken bepaald door het Militair Strafwetboek, indien ze de dood van een of meer personen ten gevolge hebben gehad.

Het onder 8° van hetzelfde artikel bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar. Hetzelfde misdrijf evenals het onder 16° van hetzelfde artikel bedoelde misdrijf worden gestraft met opsluiting van twintig tot dertig jaar indien ze hetzij een ongeneeslijk lijkende ziekte, hetzij een blijvende ongeschiktheid tot het verrichten van persoonlijke arbeid, hetzij het volledig verlies van het gebruik van een orgaan,

.../...

hetzij een zware verminking ten gevolge hebben gehad. Ze worden gestraft met de hoogste straf in criminele zaken bepaald door het Militair Strafwetboek, indien ze de dood van een of meer personen ten gevolge hebben gehad.

De onder 4° tot 7° en 17° van hetzelfde artikel omschreven misdrijven worden gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar of van tien tot vijftien jaar. Wanneer de in het voorgaande lid genoemde verzwarende omstandigheden aanwezig zijn, worden ze, naargelang van de gevallen, gestraft met de daarin gestelde straffen.

De onder 18° tot 20° van hetzelfde artikel omschreven misdrijven worden gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar, onder voorbehoud van de toepassing van strengere strafbepalingen inzake ernstige aanslagen op de menselijke waardigheid.

Het onder 9° van hetzelfde artikel bedoelde misdrijf wordt gestraft met opsluiting van tien tot vijftien jaar. Het wordt gestraft met opsluiting van vijftien tot twintig jaar wanneer het ernstige gevolgen voor de openbare gezondheid met zich heeft gebracht."

Hoofdstuk XXIV Slotbepalingen

Art. 144. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

.../...

Art. 145. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

J. MESSINNE,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,
P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

Le projet de mise en concordance
a été établi et exposé par M. R.
QUINTIN, référendaire.

Het ontwerp van in overeenstem-
ming brengen werd opgesteld en
toegelicht door de H. R. QUINTIN,
referendaris.

Le rapport a été présenté par M.
M. PAUL, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. M. PAUL, auditeur.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS

.../...